

**DÉLIBÉRATION N° CA 20-04 DU 10 MARS 2020**

**portant arrêté du compte financier 2019**

Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Seine-Normandie,

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le dossier de la réunion du conseil d'administration du 10 mars 2020.

**DÉLIBÈRE**

**Article 1 :**

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 382,05 ETPT sous plafond et 3,35 ETPT hors plafond
- 749 682 938,10 € de consommation d'autorisations d'engagement
- 654 525 989,91 € de consommation de crédits de paiement
- 701 764 158,53 € d'encaissement de recettes
- 47 238 168,62 € de solde budgétaire
- 84 089 118,92 € d'augmentation de la trésorerie
- 64 057 772,03€ de résultat patrimonial
- 64 333 915,17 € de capacité d'autofinancement
- 99 062 778,93 € d'augmentation du fonds de roulement

**Article 2 :**

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de 64 057 772,03 € en réserves.

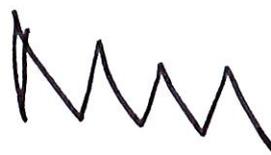
Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et le bilan sont annexés à la présente délibération.

**La Secrétaire du conseil d'administration**  
Directrice générale de l'agence  
de l'eau Seine-Normandie



**Patricia BLANC**

**Le Président**  
du conseil d'administration



**Michel CADOT**



# Compte financier 2019

Agence de l'eau Seine-Normandie

RAPPORT DE GESTION

ENSEMBLE  
DONNONS  
VIE à L'eau  
Agence de l'eau

Conseil d'administration du 10 mars 2020



## Table des matières

RAPPEL : LA COMPTABILISATION DES DEPENSES ET RECETTES EN MODE GBCP	4
1 L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2019	5
1.1 LES RECETTES 2019	6
1.2 LES DEPENSES 2019	9
1.2.1 Les dépenses d'intervention	9
1.2.2 Les dépenses de personnel et les effectifs	14
1.2.3 Les dépenses de fonctionnement	16
1.2.4 Les dépenses d'investissement	18
1.3 LES DÉPENSES AU BÉNÉFICE DE LA MUTUALISATION INTER-AGENCES	19
2 L'ACTIVITE PLURIANNUELLE : LES RESTES A PAYER	20
3 LA TRESORERIE	21
3.1 Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2019	21
3.2 Les facteurs explicatifs	21
4 SYNTHÈSE ET ETATS BUDGETAIRES	25
4.1 Tableau 1 – Autorisations d'emplois	28
4.2 Tableau 2 – Autorisations budgétaires	29
4.3 Tableau 3 – Dépenses par destination et Recettes par origine	30
4.4 Tableau 4 – Équilibre financier	31
4.5 Tableau 5 – Opérations pour compte de tiers	32
4.6 Tableau 6 – Situation patrimoniale	32
4.7 Tableau 7 - Plan de trésorerie	33
4.8 Tableau 8 – Opérations liées aux recettes fléchées	35
4.9 Tableau 9 – Opérations pluriannuelles – réalisations	35
4.10 Tableau 10 – Synthèse budgétaire et comptable	37
5 TABLEAUX ANNEXES A L'INSTRUCTION DE PROGRAMME	38

La **comptabilité budgétaire des dépenses** en mode GBCP comporte une comptabilité des autorisations d'engagement (AE) et une comptabilité des crédits de paiement (CP).

- Les **autorisations d'engagement** déterminent la capacité à engager juridiquement l'agence de l'eau et constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pendant l'exercice. Elles sont annuelles mais génèrent potentiellement des décaissements pluriannuels.
- Les **crédits de paiement** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'exercice.

La **budgetisation des AE et CP** s'appuie sur leurs règles de consommation :

- le fait générateur de la consommation des AE est l'engagement ferme de l'agence vis-à-vis d'un tiers pour un montant déterminé ;
- le fait générateur de la consommation des CP est le décaissement sur l'exercice, compte tenu du rythme de réalisation des engagements (exercice en cours ou années antérieures).

Les **versements des avances sur travaux** constituent des opérations non budgétaires, qui ne donnent donc pas lieu à comptabilisation en autorisations d'engagement, mais sont présentées en opérations de trésorerie dans l'équilibre financier.

### Les domaines

La nomenclature nationale des dépenses des agences de l'eau définit, par objectif de la politique de l'eau, la répartition des aides en différents domaines :

- Domaine 0 : Dépenses propres des agences de l'eau relatives à leur fonctionnement, au personnel et à leurs investissements.
- Domaine 1 : Actions de connaissance, de planification et de gouvernance qui rassemblent l'acquisition des données, la surveillance, la prospective, la communication et le soutien aux acteurs nationaux et internationaux de la politique de l'eau et de la biodiversité, y compris les dépenses liées aux redevances et aux interventions.
- Domaine 2 : Mesures générales de gestion de l'eau (eau potable et assainissement) qui regroupent l'ensemble des investissements relatifs aux équipements en infrastructures (petit cycle) dans une logique de solidarité envers les territoires.
- Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité qui regroupent l'ensemble des investissements relatifs à l'adaptation au changement climatique, à la préservation de la biodiversité et restauration des milieux aquatiques, à la prévention des impacts de l'environnement sur la santé.
- Hors Domaine : dépenses hors plafond (primes, contributions à l'AFB et à l'ONCFS, charges de régularisation).

La **comptabilité budgétaire des recettes** repose sur la notion d'encaissement (et non l'émission).

De plus, il existe des opérations spécifiques à la comptabilité générale comme les écritures d'ordre relatives à la réémission de titres suite à annulation, les produits à recevoir, les flux en retour d'avances,... qui n'ont pas d'impact en comptabilité budgétaire.

# 1 L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2019

Le tableau ci-dessous retrace en synthèse les grandes masses de l'exécution budgétaire au titre de l'exercice 2019.

	CF 2018		BI 2019		BR 2019		CF 2019		Taux d'exécution 2018/BR	
	Autorisation d'engagement	Encaissements /Crédits de Paiement	Autorisation d'engagement	Encaissements/ Crédits de Paiement	Autorisation d'engagement	Encaissements /Crédits de Paiement	Autorisation d'engagement	Encaissements /Crédits de Paiement	Autorisation d'engagement	Encaissements/ Crédits de Paiement
<b>Budget - Recettes</b>	-	774,25	-	690,17	-	692,17	-	701,76	-	101,4%
Redevances et majorations pour paiement tardif	-	769,32	-	686,66	-	686,66	-	696,55	-	101,4%
Autres produits	-	4,93	-	3,50	-	5,50	-	5,22	-	94,8%
<b>Budget - Dépenses</b>	808,23	720,28	750,30	735,33	758,31	719,75	749,68	654,53	98,9%	90,9%
Dépenses de personnel	30,84	30,74	30,83	30,83	30,83	30,83	29,72	29,74	96,4%	96,5%
Dépenses de fonctionnement	21,87	19,95	16,55	15,96	24,55	23,96	19,70	19,74	80,3%	82,4%
Dépenses d'intervention	751,98	665,67	695,48	681,11	695,49	657,53	695,21	602,12	100,0%	91,6%
Dépenses d'investissement	3,54	3,92	7,44	7,43	7,44	7,43	5,05	2,92	67,9%	39,3%
<b>Solde budgétaire</b>	-	53,97	-	-45,17	-	-27,59	-	47,24	-	-171,2%
<b>Equilibre financier - Financement</b>		144,00		146,95		146,95		147,41	-	100,3%
Flux en retour des avances		143,97		146,90		146,90		147,37		
Remboursement - prêts au personnel et dépôts		0,03		0,05		0,05		0,05		
<b>Equilibre financier - Besoins</b>	-	224,89	-	134,11	-	118,81	-	110,56	-	93,1%
Versement des avances		139,39		134,11		118,81		109,45		
Remboursement capital emprunt		13,34		-		-		-		
Prélèvement de l'Etat		67,11		-		-		-		
Décalage temporaire opérations de trésorerie		5,05		-		-		1,11		
<b>Abondement de trésorerie</b>	-	-26,92	-	-32,33	-	0,55	-	84,09	-	

## EN SYNTHÈSE

### - En recettes,

- Les encaissements de redevances au titre de l'exercice sont, comme prévu, inférieurs à ceux constatés en 2018 de l'ordre de 70 M€ (- 9 %). Ils sont supérieurs de 10 M€ par rapport au budget initial (BI) / budget rectificatif (BR), en raison notamment de l'augmentation du produit de la redevance relative aux pollutions diffuses, assise sur les ventes de produits phytosanitaires.
- Les flux en retour d'avances sont globalement en ligne avec la réalisation 2018 et la prévision du BR 2019.

### - En dépenses,

- Les autorisations d'engagements (AE) enregistrent une diminution au regard des réalisations 2018 de l'ordre de 60 M€, principalement au titre de la réduction des aides accordées et des primes versées. Elles sont en retrait avec le BR 2019 (- 8,6 M€).
- Les décaissements 2019 au titre des interventions présentent également une diminution par rapport aux décaissements réalisés en 2018 (- 63 M€) et un repli de 55 M€ au regard des prévisions du BR 2019.
- Le montant des avances versées (109,5 M€) reste inférieur à la prévision ajustée du BR 2019 (- 9M€).

Ces niveaux d'exécution aboutissent à la constitution d'un solde budgétaire de 47,24 M€.

La trésorerie a atteint 158,9 M€ en fin d'exercice 2019, supérieure de 83 M€ au budget rectificatif 2019, ce qui est majoritairement dû aux versements de subventions très en retrait par rapport aux prévisions. Pour rappel, le niveau de trésorerie à fin 2018 était de 75 M€.

## 1.1 LES RECETTES 2019

### *Les produits des redevances*

---

Ces produits sont constitués de l'ensemble des redevances encaissées au cours de l'exercice 2019 (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019), quelle que soit l'année d'activité à laquelle elles correspondent.

Les encaissements de redevances au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à 694,96 M€.

Ils sont inférieurs à ceux constatés en 2018, de l'ordre de 70 M€ (- 9,1 %), de façon cohérente avec la baisse du niveau d'encaissement de redevances demandée à l'agence de l'eau Seine-Normandie pour la première année du 11<sup>ème</sup> programme.

Ce bilan, présenté sur l'ensemble de l'exercice, est à distinguer du bilan de l'encaissement des redevances entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 23 décembre 2019, au titre de la vérification du respect du plafond fixé pour les six agences de l'eau et de la cible fixée pour chaque agence.

#### **ZOOM SUR ... le pilotage de l'encaissement des redevances**

L'année 2019 a été la première année de mise en œuvre de l'écrêtement des encaissements de redevances excédant le plafond de redevances, établi à hauteur de 2,105 Md€ pour les six agences de l'eau, avec reversement au budget de l'Etat. A l'échelle des six agences, un reversement à l'Etat de 45 M€ a été opéré, réparti entre les trois agences ayant dépassé leur plafond individuel.

Les recettes de l'agence de l'eau Seine-Normandie n'ont pas été écrêtées en 2019. Une prévision d'écrêtement minimale, à hauteur de 120 K€, avait été intégrée au budget initial, de façon cohérente avec les simulations de recettes opérées lors de l'élaboration du 11<sup>ème</sup> programme.

Le niveau des recettes perçues a en effet été piloté le plus finement possible, afin de rester inférieur, tout en restant proche, de la cible fixée. L'agence a ainsi encaissé 681,5 M€ de redevances entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 23 décembre 2019 hors majorations et remboursements de redevances (qui sont hors plafond), pour une cible de 684,4 M€. Des reports à fin 2019 et début 2020 d'émissions de redevances ont dû être opérés pour permettre ce pilotage et atteindre ce résultat. Ces reports ont concerné l'ensemble des redevances, en particulier non domestiques, et ont atteint près de 40 M€.

L'agence devrait disposer en 2020 d'une marge de manœuvre plus grande qu'en 2019, puisqu'il est prévu que ses encaissements de redevances soient de 10 M€ inférieurs au plafond de redevances et qu'à l'augmentation forte de la redevance pollution diffuse observée en 2019 et liée à la forte hausse des ventes de produits phytosanitaires en 2018 devrait en toute logique succéder un net repli en termes d'encaissements.

Le tableau ci-après retrace les encaissements de redevances par usage.

Les encaissements de redevances enregistrent une progression de 10,4 M€ (+ 1,5 %) par rapport aux prévisions initiales, égales à celles du budget rectificatif. Cette vue d'ensemble résulte de situations contrastées selon les redevances concernées.

Redevances	Encaissements 2018 (en M€)	Prévisionnel		Encaissements 2019 (en M€)	Taux d'exécution budgétaire (BI/BR)
		BI 2019	BR 2019		
		(en M€)	(en M€)		
<b>Redevances LEMA</b>					
Pollution industrie	24,34	19,60	19,60	14,78	75,43%
Pollution des élevages	0,60	0,50	0,50	0,63	126,99%
Pollution domestique	374,39	354,14	354,14	361,18	101,99%
Collecte industrie	9,90	7,48	7,48	4,64	62,03%
Collecte domestique	225,56	182,24	182,24	180,34	98,96%
Pollution diffuse	26,50	29,60	29,60	37,85	127,87%
Prélèvement irrigation	3,87	3,14	3,14	3,01	96,00%
Prélèvement AEP	92,14	76,39	76,39	82,55	108,07%
Prélèvement canaux	0,56	0,32	0,32	0,13	40,87%
Prélèvement hydro électricité	0,08	0,08	0,08	0,01	8,91%
Prélèvement autres usages économiques	8,57	10,08	10,08	8,96	88,92%
Stockage étiage	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00%
Obstacles s/cours d'eau	0,03	0,04	0,04	0,00	2,06%
Protection du milieu	0,91	0,90	0,90	0,87	96,31%
<b>Total redevances LEMA</b>	<b>767,45</b>	<b>684,52</b>	<b>684,52</b>	<b>694,96</b>	<b>101,53%</b>
Majoration pour paiement tardif des redevances LEMA	1,19	2,00	2,00	1,27	63,72%
Redevances de pollution avant LEMA (Moins-perçu de contrevaieur)	0,68	0,14	0,14	0,31	221,88%
<b>Total redevances et majorations pour paiement tardif</b>	<b>769,32</b>	<b>686,66</b>	<b>686,66</b>	<b>696,55</b>	<b>101,44%</b>

Comme attendu, du fait d'achats anticipés de produits phytosanitaires en 2018, avant la modification des conditions de taxation au titre de la redevance *pollution diffuse*, cette dernière a donné lieu à des encaissements de 8,3 M€ supérieurs au montant budgété (+ 28 %). Pour rappel, la gestion de cette redevance est mutualisée entre agences et assurée par l'agence de l'eau Artois Picardie.

Pour ce qui concerne les autres redevances, les niveaux d'exécution, supérieurs ou inférieurs aux prévisions, se compensent.

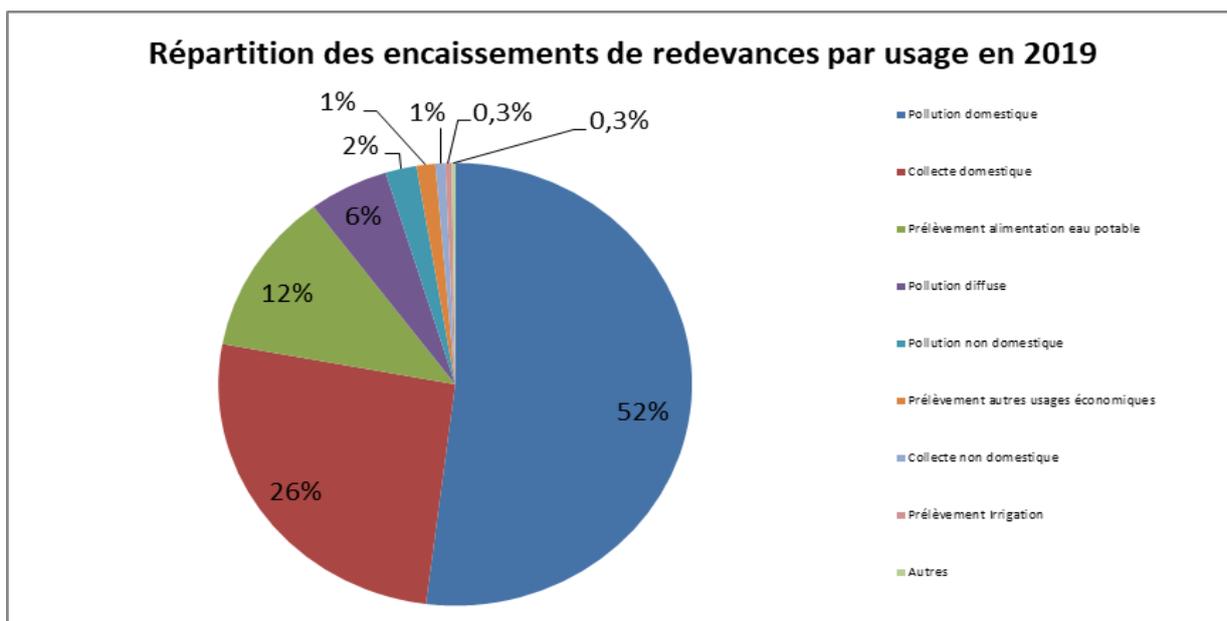
On retiendra que les encaissements des redevances *pollution et collecte domestiques*, principales recettes de l'agence, sont globalement supérieurs aux prévisions budgétaires 2019 (+ 5 M€, ce qui représente moins de 1 % d'écart). Le niveau d'encaissement de la redevance *prélèvement pour alimentation en eau potable* dépasse également les prévisions de 6 M€ (+ 8 %). Pour cette dernière, cette situation résulte de la poursuite, en 2019, de la résorption du retard dans l'instruction des redevances au titre des années d'activité 2016 et 2017, en raison d'une exigence réglementaire applicable à compter de 2016 de production de documents techniques relatifs aux réseaux, en l'absence desquels il est prévu le doublement du taux de la redevance (les encaissements au titre des redevances de l'année d'activité 2017 représentent 4,6 M€ et celles de l'année d'activité 2016 0,9 M€).

En revanche, les redevances *pollution et collecte non domestiques* ont connu un rythme d'instruction plus lent et par conséquent des encaissements plus faibles que prévu, en lien avec le déploiement en 2019 et la prise en main par les équipes d'instruction du nouvel outil de gestion des redevances ARAMIS (- 7,6 M€). Ce niveau d'encaissement plus bas s'explique également par les reports d'émissions de fin d'année, pour les besoins du pilotage de l'encaissement des redevances par rapport au plafond.

Pour compléter le panorama des encaissements de redevances pour l'année 2019, ces derniers concernent les années d'activité ci-dessous :

- les acomptes et reversements pour 350,8 M€ au titre de l'année d'activité 2019 ;
- les acomptes et le solde de l'année d'activité 2018 pour 313,8 M€ ;
- des émissions de redevances relatives à l'année d'activité 2017 pour 24,6 M€, dont 9,9 M€ au titre des redevances domestiques, 8,9 M€ au titre des redevances industrielles et 4,6 M€ au titre des redevances alimentation en eau potable (AEP) ;
- des émissions des années d'activité antérieures à 2017, pour 5,7 M€.

Enfin, la répartition des encaissements de redevances par usage est stable par rapport à l'exercice 2018. Les redevances pollution et collecte domestiques représentent environ 80 % des redevances encaissées.



### Les autres produits

L'évolution de ces produits divers est résumée dans le tableau suivant (en M€) :

CF 2018	BI 2019	BR 2019	CF 2019
4,93	3,50	5,50	5,22

Les autres recettes s'élèvent à 5,22 M€, en ligne avec le budget rectificatif.

Ces encaissements concernent, pour les plus significatifs, les remboursements des trop versés de subvention (3,0 M€), la vente du site de Honfleur en décembre 2018, pour 0,95 M€ (dont le produit a *in fine* été versé en 2019 par la ville de Honfleur), les dédommagements obtenus dans le cadre du jugement relatif du bâtiment de Rouen (0,4 M€), les refacturations de mise à disposition de personnel (0,25 M€), les loyers perçus dans le cadre de la mise à disposition de locaux et loyers divers (0,17 M€) et les remboursements d'indemnités journalières de sécurité sociale (0,13 M€).

### ***Les flux en retour des avances***

---

Les opérations de trésorerie, non budgétaires, se composent principalement du flux en retour des avances consenties aux attributaires d'aides (147,37 M€) et, de façon marginale, du remboursement des prêts accordés au personnel jusqu'en 2010 (0,04 M€), pour un montant total de 147,41 M€.

Ces flux financiers, en ligne avec les prévisions budgétaires, évoluent de la manière suivante (en M€) :

CF 2018	BI 2019	BR 2019	CF 2019
144,0	146,95	146,95	147,41

## **1.2 LES DEPENSES 2019**

Le budget de l'agence de l'eau comporte, pour l'essentiel, des subventions et des avances versées aux maîtres d'ouvrage, des charges de personnel ainsi que des dépenses courantes de fonctionnement et d'investissement.

### **1.2.1 Les dépenses d'intervention**

L'enveloppe Interventions retrace, en AE et CP, les subventions, les primes pour épuration, les charges de soutien aux interventions ainsi que la contribution versée à l'agence française pour la biodiversité (AFB) et à l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Les avances sur travaux constituent, quant à elles, des opérations de trésorerie, à caractère non budgétaire, présentées dans l'équilibre financier.

### ***Les consommations budgétaires en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP)***

---

Les consommations des dépenses d'intervention atteignent au total 695,21 M€ en AE et 602,12 M€ en CP.

La totalité des crédits inscrits au BR au titre des AE a été consommée. Cette première année de mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> programme est marquée par un dynamisme réel des engagements dans la lancée de la fin du 10<sup>ème</sup> programme. A ce titre le volume de dossiers 2019 reportés en 2020 faute de disponibilité budgétaire représente environ 35M€.

S'agissant des CP, l'exécution globale des dépenses d'intervention est inférieure au budget rectificatif 2019 de 55 M€ soit 9 %. L'écart est de 80 M€ en comparaison par rapport au budget initial 2019.

Les dépenses d'intervention sont présentées ci-après par ligne programme (en M€).

N° LP	Lignes programme	AE Réalisé 2018	AE BI 2019	AE BR 2019 +/- DM AE et +/- virt inter LP	AE Réalisé 2019	CP Réalisé 2018	CP BI 2019	CP BR 2019 +/- virt inter LP	CP Réalisé 2019
<b>I - Lutte contre la pollution</b>									
11	Installations de traitement des eaux usées domestiques	121,85	68,90	97,89	97,89	132,52	110,90	90,87	77,19
12	Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques	124,16	152,80	112,51	112,51	111,87	112,80	112,78	104,35
13	Lutte contre la pollution des activités économiques	22,65	35,00	19,23	19,22	27,01	38,00	24,00	19,03
14	Élimination des déchets	0,16				0,09		0,05	0,04
15	Assistance technique à la dépollution	2,27	3,00	5,58	5,58	1,81	3,00	3,00	1,91
16	Eau pluviale		26,70	9,68	9,68		21,90	7,90	0,69
17	Primes pour épuration aux collectivités locales	108,95	89,30	77,99	77,80	109,34	89,30	79,30	77,82
18	Lutte contre la pollution agricole	81,15	55,00	91,63	91,63	45,73	41,40	53,40	53,26
	<b>Total lutte contre la pollution</b>	<b>461,19</b>	<b>430,70</b>	<b>414,51</b>	<b>414,31</b>	<b>428,37</b>	<b>417,30</b>	<b>371,30</b>	<b>334,29</b>
<b>II - Gestion des milieux</b>									
21	Gestion quantitative de la ressource	3,67	7,60	6,32	6,32	4,39	12,60	9,10	5,08
23	Protection de la ressource	14,21	12,90	15,85	15,84	12,22	13,70	14,20	12,93
24	Restauration et gestion des milieux aquatiques	75,36	52,40	59,47	59,42	55,16	51,20	60,20	59,74
25	Eau potable	70,74	34,90	54,41	54,40	36,73	30,20	56,20	54,87
29	Planification et gestion à l'échelle du bassin et sous bassins	3,09	5,00	2,75	2,75	3,30	5,20	5,20	2,32
	<b>Total gestion des milieux</b>	<b>167,06</b>	<b>112,80</b>	<b>138,79</b>	<b>138,72</b>	<b>111,79</b>	<b>112,90</b>	<b>144,90</b>	<b>134,93</b>
<b>III - Conduite et développement des politiques</b>									
31	Études générales	6,26	4,40	7,21	7,21	7,22	4,25	7,35	5,22
32	Connaissance environnementale	12,46	14,40	18,44	18,44	12,29	14,50	15,90	11,24
33	Action internationale	3,41	5,80	3,32	3,32	4,31	4,50	4,00	3,22
34	Information, communication et éducation à l'environnement	3,99	3,33	3,24	3,24	4,10	3,60	3,60	3,27
	<b>Total conduite et développement des politiques</b>	<b>26,13</b>	<b>27,93</b>	<b>32,22</b>	<b>32,21</b>	<b>27,93</b>	<b>26,85</b>	<b>30,85</b>	<b>22,94</b>
<b>IV - Dépenses courantes et autres dépenses</b>									
48	Dépenses liées aux redevances	3,41	3,68	3,40	3,40	3,40	3,68	3,74	3,41
49	Dépenses liées aux interventions	0,15	0,26	0,15	0,15	0,14	0,26	0,20	0,13
	<b>Total dépenses courantes et autres dépenses</b>	<b>3,56</b>	<b>3,94</b>	<b>3,55</b>	<b>3,55</b>	<b>3,54</b>	<b>3,94</b>	<b>3,94</b>	<b>3,53</b>
<b>V - Fonds de concours et autres</b>									
51	Contribution AFB	94,04	120,00	106,42	106,42	94,04	120,00	106,42	106,42
52	Écarterement redevances		0,12	0,00	0,00		0,12	0,12	0,00
	<b>Total fonds de concours et autres</b>	<b>94,04</b>	<b>120,12</b>	<b>106,42</b>	<b>106,42</b>	<b>94,04</b>	<b>120,12</b>	<b>106,54</b>	<b>106,42</b>
	<b>Total général INTERVENTIONS</b>	<b>751,98</b>	<b>695,49</b>	<b>695,49</b>	<b>695,21</b>	<b>665,67</b>	<b>681,11</b>	<b>657,53</b>	<b>602,12</b>

NB : sont prises en compte dans la colonne « AE BR 2019 +/- DM AE et +/- virt inter LP » toutes les décisions modificatives d'autorisations d'engagement adoptées par la commission des aides afin de réaffecter les dotations d'intervention entre lignes programme et les virements inter lignes programme pour permettre ainsi une consommation optimisée des AE.

## ➤ Les subventions

	CF 2018		BI 2019		BR 2019		CF 2019		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Subventions	535,00	448,82	468,23	453,85	491,81	453,85	492,02	405,13	89%

Les **engagements** de subventions ont atteint 492 M€ en 2019, en ligne avec les prévisions pour la première année du 11<sup>ème</sup> programme.

Les engagements sur la ligne programme 18 concernant la lutte contre les pollutions diffuses agricoles ont été très dynamiques puisque près de 92 M€ (166 % par rapport au BI) ont été attribués, dont 50 M€ pour la conversion ou le maintien de l'agriculture biologique. Un abondement avait été prévu au BR pour pouvoir répondre à cette dynamique.

Les priorités définies pour tenir compte des enjeux identifiés lors des Assises de l'eau ont été suivies, qu'il s'agisse du patrimoine relatif à l'assainissement avec près de 210 M€ en subvention investis dans les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, même si l'exécution est en léger retrait par rapport aux prévisions (94 % pour les LP 11 et 12 confondues) ou de celui relatif à l'alimentation en eau potable (54 M€).

Les engagements relatifs aux milieux aquatiques et pour la protection des captages sont particulièrement dynamiques en ce début de 11<sup>ème</sup> programme (respectivement 113 % d'engagement sur la LP 24 et 123 % sur la LP 23).

On note toutefois un faible taux d'engagement pour les aides à l'industrie (54 %), qui se place dans le prolongement des tendances observées en fin de 10<sup>ème</sup> programme et le début timide des investissements pour la gestion des eaux de pluie (LP 16 engagée au tiers des dotations prévues).

En retrait par rapport aux prévisions de l'exercice, les crédits de paiement de subventions ont été consommés pour un montant de 405,13 M€. Une partie des projets prévus pour être réalisés fin 2019 ne l'a pas été. A travers l'analyse des années d'engagement des conventions ayant donné lieu à paiements en 2019, l'effet de la fin du 10<sup>ème</sup> programme apparaît : des dossiers ont été engagés sans avoir le degré de maturité nécessaire pour donner lieu à paiements dès l'année suivante, s'écartant ainsi des clefs de paiement utilisées pour établir les prévisions de décaissement. On notera ainsi le faible taux de paiement en 2019 des conventions engagées en 2018 et pour lesquelles seulement 43 % des montants engagés ont été payés au bout de deux ans, à comparer aux clés de paiement utilisées, et dont la pertinence est confirmée pour les aides de 2017, qui voudraient que 55 % du montant des aides engagées une année donnée soient payés après deux ans. Cet écart dans le décaissement correspond à 75 M€ sur l'année 2019.

A titre d'exemple, la refonte de la décantation primaire Seine aval du SIAAP n'a fait l'objet que de 7,8 M€ versés sur les 40 M€ engagés en subvention.

Pour autant, il convient de noter le bon niveau de paiements des aides en matière agricole, au titre desquelles l'agence a versé 30 M€ à l'ASP en 2019, ainsi que dans le domaine de la gestion des milieux (eau potable, restauration et gestion de milieux aquatiques).

#### ➤ Les primes et aquex

En M€	CF 2018		BI 2019		BR 2019		CF 2019		taux d'exécution CP /BR
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Primes	108,92	108,93	89,30	89,30	79,30	79,30	77,80	77,76	98%
Aquex	0,03	0,40						0,06	
<b>Total</b>	<b>108,95</b>	<b>109,33</b>	<b>89,30</b>	<b>89,30</b>	<b>79,30</b>	<b>79,30</b>	<b>77,80</b>	<b>77,82</b>	<b>98%</b>

Le volume d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement au titre des primes et aquex atteint respectivement 77,80 M€ (en AE) et 77,82 M€ (en CP), montant en ligne avec celui prévu au budget rectificatif. Le décalage très important dans l'instruction des primes observé à l'automne, en liaison avec le retard en 2019 sur l'instruction des redevances industrielles, et qui avait donné lieu à un ajustement au budget rectificatif, a été ainsi partiellement rattrapé en fin d'année 2019.

La répartition des primes versées par année d'activité est la suivante :

Année d'origine	CF 2018	BI2019	BR2019	CF 2019	taux d'exécution/BR
2015	0,08			0,57	
2016	11,86			0,07	
2017	49,37			4,26	
2018	47,61	55,37	45,37	37,04	82%
2019		33,93	33,93	35,82	106%
<b>Total</b>	<b>108,93</b>	<b>89,30</b>	<b>79,30</b>	<b>77,76</b>	<b>98%</b>

Des paiements de primes sur des années d'origine antérieures à 2018 nécessitent une recherche des causes de ces retards, pour savoir s'ils sont dus à des problèmes de contentieux ou de transfert de compétences entre collectivités en particulier pour les années 2015-2016.

➤ Les dépenses de soutien aux interventions

en M€	Exécution 2018		BI 2019		BR+/virt 2019		Exécution 2019		taux d'exécution CP/BR
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Acquisition et valorisation des données (surveillance des milieux)	9,68	9,08	12,80	12,80	14,57	12,70	14,57	8,60	68%
Rémunération des distributeurs d'eau	2,92	2,91	2,88	2,88	2,94	2,94	2,94	2,94	100%
Etudes à maîtrise d'ouvrage agence	0,75	0,86	1,10	1,10	0,85	1,10	0,85	0,62	56%
Contrôles fiscaux externalisés	0,40	0,39	0,45	0,45	0,37	0,45	0,37	0,38	84%
Fournitures et services en soutien s/intervention	0,15	0,14	0,26	0,26	0,14	0,20	0,15	0,13	63%
Campagne générale de mesures	0,10	0,10	0,35	0,35	0,10	0,35	0,10	0,09	25%
<b>Total</b>	<b>13,99</b>	<b>13,47</b>	<b>17,84</b>	<b>17,84</b>	<b>18,97</b>	<b>17,74</b>	<b>18,97</b>	<b>12,75</b>	<b>72%</b>

Les dépenses de soutien aux interventions s'élèvent à 18,97 M€ en AE et à 12,75 M€ en CP, en retrait par rapport aux prévisions budgétaires. Elles sont composées, pour l'essentiel, des dépenses liées à l'acquisition et à la valorisation des données sur le milieu et aux rémunérations des distributeurs d'eau. Au regard de l'exercice 2018, elles sont en ligne s'agissant des décaissements et en progression en termes d'engagements (+ 5 M€) en raison de la signature de bons de commandes des marchés de surveillance relatifs à 2020 dès la fin de l'exercice 2019.

La sous-exécution des dépenses des marchés de surveillance sur le milieu s'explique par une reconduction de l'enveloppe de CP des BI des années antérieures au moment de la construction du budget.

D'autre part, 2019 a initié une nouvelle gestion des paiements de ces marchés à l'agence nécessitant conformément à la réglementation le dépôt des factures par les prestataires sur la plateforme Chorus Portail Pro. Cela a généré des retards dans la production de ces éléments et par conséquent un retard dans les paiements.

Enfin, des commandes supplémentaires ont été engagées en 2019 suite aux catastrophes de Notre Dame et de Lubrizol pour près de 120 k€. Ces engagements ont été payés en 2019 à hauteur de 20 k€, le solde interviendra en 2020.

➤ La contribution à l'AFB et à l'ONCFS

En M€	CF 2018	BI 2019	BR 2019	CF 2019
Contribution AFB/ONCFS	94,04	120	106,42	106,42

La contribution 2019 de l'agence aux ressources financières de l'agence française pour la biodiversité et à l'office national de la chasse et de la faune sauvage a été payée à hauteur de 106,42 M€, conformément à l'arrêté du 11 février 2019 ayant déterminé son montant définitif et au montant inscrit au BR.

## Les avances versées aux attributaires

En M€	CF 2018	BI 2019	BR 2019	CF 2019
Avances versées	139,4	134,1	118,8	109,5

Les **avances versées** aux bénéficiaires, présentées en opération de trésorerie non budgétaire, s'élèvent en 2019 à 109,45 M€, en diminution de 30 M€ par rapport aux versements 2018.

Le volume des avances versées reste inférieur au niveau programmé au budget rectificatif 2019 (118,8 M€), qui prenait en compte la contraction des décisions d'attribution d'avances observée en début d'année 2019. Le budget initial avait ainsi été revu à la baisse de 15 M€.

Le dynamisme des opérations aidées a été surtout le fait de lignes programmes relatives à la lutte contre les pollutions diffuses, la protection des captages et les milieux aquatiques qui ne consomment pas d'avance, alors que les opérations de lignes qui engagent traditionnellement des avances comme les lignes stations d'épuration, réseaux d'assainissement et gestion des eaux de pluies ont été en retrait. Ces lignes programmes, priorités affichées de la seconde phase des Assises de l'eau, bénéficient d'une bonne dynamique. Il est donc probable que la diminution de la consommation des avances soit une tendance qui se confirme sur la durée du 11<sup>ème</sup> programme.

## Les dépenses d'intervention en synthèse

L'évolution du budget consacré aux dépenses d'intervention est résumée par le tableau suivant (en M€) :

Comptabilité budgétaire		CF 2018	BI 2019	BR+/-virt 2019	CF 2019
Subventions	AE	535,00	468,23	492,10	492,02
	CP	448,82	453,85	453,95	405,13
Primes et Aquex	AE	108,95	89,30	77,99	77,80
	CP	109,34	89,30	79,30	77,82
Charges de soutien	AE	13,99	17,84	18,97	18,97
	CP	13,47	17,84	17,74	12,75
Contribution AFB	AE	94,04	120,00	106,42	106,42
	CP	94,04	120,00	106,42	106,42
Ecrêtement redevances	AE		0,12	0,00	0,00
	CP		0,12	0,12	0,00
<b>Total</b>	AE	<b>751,98</b>	<b>695,49</b>	<b>695,49</b>	<b>695,21</b>
	CP	<b>665,67</b>	<b>681,11</b>	<b>657,53</b>	<b>602,12</b>
Opérations non budgétaires		CF 2018	BI 2019	BR 2019	CF 2019
Avances		139,39	134,10	118,80	109,45

## 1.2.2 Les dépenses de personnel et les effectifs

### 1.2.2.1 Les effectifs

L'évolution du schéma d'emploi est en effet la suivante :

- 379,9 ETP pour un plafond d'emploi autorisé de 379,5 ETP (à comparer à 391,5 ETP fin 2018 pour un plafond d'emploi de 391,7 ETP) ;
- 382,05 ETPT pour un plafond d'emploi autorisé de 392,80 ETPT (à comparer à 404,49 ETPT en 2018 pour un plafond d'emploi de 404,8 ETPT).

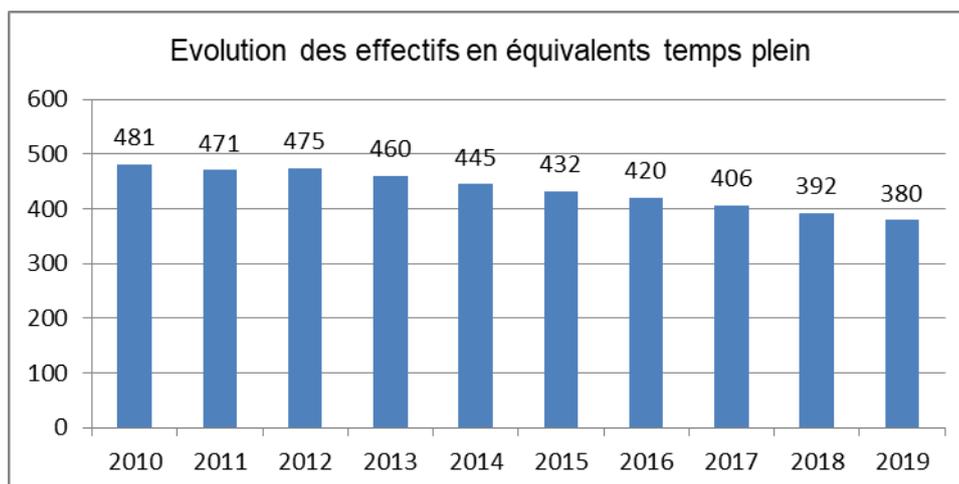
L'année 2019 a été marquée par deux éléments ayant eu une incidence sur le suivi de consommation des effectifs.

Tout d'abord, l'obligation faite aux agences de l'eau depuis 2019 de recourir aux fonctionnaires pour pourvoir leurs emplois permanents - sur remplacement ou création de poste - a doublé le délai de recrutement (voire plus dans les directions territoriales dotées d'une très faible attractivité), laissant des postes vacants sur une durée plus longue que celle anticipée.

Par ailleurs, l'accès au statut de fonctionnaire de nombreux ex-contractuels suite à leur réussite à des concours dits de dé-précarisation (9 % des effectifs de l'agence) s'est soldé par des départs en mobilité imprévisibles et rapides accentuant le phénomène noté ci-dessus, bien plus que dans les autres agences qui n'ont pas connu ces mouvements de personnel.

Enfin, la direction de l'agence aurait pu, pour endiguer artificiellement ces difficultés de turn-over, recruter opportunément sur des contrats courts. Elle n'a pas fait ce choix, préférant se concentrer sur la prolongation de CDD formés à ses métiers dont les missions sont nécessaires à la réalisation du contrat d'objectifs.

Pour rappel, en dix ans, les effectifs de l'agence de l'eau Seine-Normandie (en ETP) ont connu une réduction de plus de 20 % (cf. graphique ci-dessous).



### 1.2.2.2 Les dépenses de personnel

L'enveloppe budgétaire, en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP), dédiée aux charges de personnel est retracée ci-dessous :

<i>En Meuros</i>	CF 2018	BI 2019	BR 2019	CF 2019	Taux d'exécution /BR
AE	30,84	30,83	30,83	29,72	96,39%
CP	30,74	30,83	30,83	29,74	96,46%

Les dépenses de personnel de l'exercice 2019 s'élèvent à 29 720 458 € en AE. Elles sont de 29 743 311 € en CP, ce qui représente une consommation de 96,4 % du budget prévisionnel. L'exécution 2019 en CP est en diminution de 994 619 €, soit - 3 % par rapport à l'exécution 2018. Cette réduction résulte notamment de la suppression sur l'exercice de 11,6 ETP (- 3 %), conformément au schéma d'emploi notifié par la direction de l'eau et de la biodiversité. Le détail des charges de personnel est présenté dans le tableau ci-dessous.

*En euros*

	CF 2018	CF 2019	Variation	
<u>Traitements et primes :</u>				
Contractuels / Fonctionnaires	19 378 464,92	18 354 763,94	-1 023 700,98	
Apprenti	127 839,80	90 170,17	-37 669,63	
<u>Divers :</u>				
Congés payés	62 351,04	70 278,62	7927,58	
Indemnités et avantages divers	437 117,51	425 592,26	-11 525,25	
<b>VARIATION 643</b>	<b>20 005 773,27</b>	<b>18 940 804,99</b>	<b>-1 064 968,28</b>	<b>-5,32%</b>
<u>Cotisations :</u>				
CAS pension	734 063,08	1 462 362,95	728 299,87	
Autres (-prévoyances-pôle emploi)	6 237 279,72	5 762 645,97	-474 633,75	
<b>VARIATION 645</b>	<b>6 971 342,80</b>	<b>7 225 008,92</b>	<b>253 666,12</b>	<b>3,64%</b>
Compte 631	2 177 722,36	2 055 636,47	-122 085,89	
Comptes 633	515 844,87	520 128,66	4 283,79	
<b>VARIATION 63</b>	<b>2 693 567,23</b>	<b>2 575 765,13</b>	<b>-117 802,10</b>	<b>-4,37%</b>
<u>Autres variations :</u>				
Pôle Emploi	76 840,81	118 536,68	41695,87	
Prévoyance	195 607,45	171 405,23	-24 202,22	
Œuvres sociales	794 799,11	709 469,91	-85 329,20	
<b>AUTRES VARIATIONS 64</b>	<b>1 067 247,37</b>	<b>999 411,82</b>	<b>-67 835,55</b>	<b>-6,36%</b>
Autres charges de personnel (AT Fonc)	0	2 320,57	2 320,57	
<b>AUTRES VARIATIONS 648</b>	<b>0</b>	<b>2 320,57</b>	<b>2 320,57</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 737 930,67</b>	<b>29 743 311,43</b>	<b>-994 619,24</b>	<b>-3,24%</b>

Il convient de noter d'importantes variations dans le poste « Cotisations » liées au changement de statut de certains agents, passant de contractuel à titulaire.

### 1.2.3 Les dépenses de fonctionnement

➤ Cette enveloppe intègre tout d'abord des **dépenses de fonctionnement courant**.

Ces dépenses de fonctionnement propres à l'agence sont principalement constituées par les achats courants, les charges de sous-traitance et d'autres prestations extérieures.

S'agissant des AE, les consommations représentent une enveloppe de 7 282 K€ pour un budget mis en place de 8 548 K€.

Concernant les CP, ces dépenses s'élèvent à 6 930 K€ pour une prévision initiale de 7 962 K€, soit une exécution du budget à hauteur de 87 %.

On notera que les décaissements 2019 sont en retrait de 500 K€ par rapport à ceux de 2018.

Les principaux postes (en CP) sont retracés ci-dessous :

en K€	Exécution 2018		BI/BR 2019 +/- virt inter-comptes		Exécution 2019		taux d'exécution CP
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<b>Dépenses de fonctionnement courant*</b>	<b>7 383</b>	<b>7 415</b>	<b>8 548</b>	<b>7 962</b>	<b>7 282</b>	<b>6 930</b>	<b>87%</b>
<b>DONT principalement</b>							
Infogérance et prestations informatiques	3 347	3 286	3 414	3 292	3 048	3 145	96%
Dépenses de communication	476	418	620	620	448	447	72%
Fluides	325	426	460	314	155	334	107%
Nettoyage des locaux	337	350	352	352	393	369	105%
Entretien des bâtiments	236	196	176	272	198	205	76%
Frais postaux et communication	383	404	450	349	543	349	100%
Formation	209	264	410	270	278	202	75%
Frais de déplacements	253	253	344	342	251	245	72%
Autres prestations diverses (honoraires, divers)	427	459	919	618	498	351	57%
<b>Total</b>	<b>5 993</b>	<b>6 056</b>	<b>7 144</b>	<b>6 428</b>	<b>5 812</b>	<b>5 647</b>	<b>88%</b>

\* y/c indemnités stagiaires pour BI2019 et CF2019

Au sein des dépenses de fonctionnement courant, dans le respect de l'enveloppe globale votée, la fin d'exercice donne lieu à des transferts de crédits en AE et /ou CP pour satisfaire au plus juste les besoins de chaque direction. Ces éléments en tiennent compte.

Quelques éléments d'explication peuvent être apportés :

- la sous-exécution en AE des **dépenses d'infogérance** et de **prestations informatiques** est liée à un niveau d'engagement inférieur sur les marchés d'infogérance. L'année 2019 se caractérise pour ces marchés par un niveau d'activité moins soutenu que prévu. Par ailleurs, la réalisation observée sur l'ensemble des autres postes relatifs à la gestion du système d'information est conforme à la prévision budgétaire.
- la sous-exécution des dépenses de **communication** et des **frais de déplacement** s'explique par une reconduction des enveloppes d'AE et de CP des BI des années antérieures au moment de la construction du budget. A partir de l'exercice 2020, l'exécution des années antérieures a été prise en compte, ce qui devrait permettre une meilleure convergence entre prévision et exécution. La sous-exécution des dépenses de **communication** s'explique par des engagements en AE et CP différés ou annulés (la nouvelle formule de Confluence sera engagée en 2020, certains forums, réunions et colloques budgétés n'ont pas été réalisés au cours de l'exercice) et par la sous-consommation du marché d'impression.
- les éléments estimatifs 2019 concernant le poste **fluides** intégraient l'engagement pluriannuel à réaliser fin 2019 pour le nouveau marché inter agence de fourniture d'électricité conformément aux consignes de la Direction des achats de l'Etat. Ces dernières consignes ayant évolué au cours de l'exercice, cet engagement global n'a pas été effectué ce qui justifie majoritairement la sous-consommation nette des AE sur ce poste, les consommations d'AE sont désormais effectuées annuellement ;
- **l'entretien des bâtiments** fait l'objet à la fois de contrats de maintenance et de prestations supplémentaires exceptionnelles gérées hors contrats de maintenance. Fin 2019, de nouveaux engagements ont été pris (maintenance et hors maintenance) et n'ont pas encore donné lieu à décaissement. Il s'agit notamment de la gestion des systèmes de climatisation des salles du 6<sup>ème</sup> étage de Nanterre et du contrat de multi-maintenance technique ainsi que du système de sécurité du site de Rouen.
- l'activité en matière de **formation** est restée soutenue en 2019, avec 3,6 jours de formation par agent en moyenne, contre 3,7 en 2018 ; les dépenses sont moindres par rapport aux prévisions, car moins d'agents ont été formés *in fine* (311 contre 350 en 2018), moins de formations collectives ont été organisées et certaines factures sont arrivées trop tardivement pour une prise en compte en 2019 (pour 25 K€) ;
- concernant les **autres prestations diverses**, l'engagement du marché relatif aux commissaires aux comptes (prévu pour un montant de 420 K€) n'a pas été, *in fine*, effectué sur l'exercice 2019.

➤ Les **autres dépenses de fonctionnement** correspondent aux remboursements consécutifs aux annulations ou aux réductions de redevances sur années antérieures.

A ce titre, le montant des AE et des CP atteignent respectivement 12,4 M€ et 12,8 M€ contre 16 M€ inscrits au budget rectificatif. Ce poste, largement dépendant de changements de tiers redevables, ne peut faire l'objet de prévisions fiables.

En synthèse, l'enveloppe budgétaire en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dédiée aux dépenses de fonctionnement est retracée ci-après :

en M€	Exécution 2018		BI 2019		BR 2019		Exécution 2019		taux d'exécution CP / BR
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<b>dépenses de fonctionnement</b>	<b>21,9</b>	<b>20,0</b>	<b>16,5</b>	<b>16,0</b>	<b>24,5</b>	<b>24,0</b>	<b>19,7</b>	<b>19,7</b>	
dépenses de fonctionnement courant	7,4	7,5	8,5	8,0	8,5	8,0	7,3	6,9	87%
autres dépenses (remboursement des annulations de redevances)	14,5	12,5	8,0	8,0	16,0	16,0	12,4	12,8	80%

## 1.2.4 Les dépenses d'investissement

Cette enveloppe est dédiée aux investissements courants de l'agence.

- Ils concernent tout d'abord les **investissements immobiliers et mobiliers**, exécutés à hauteur de 2,8 M€ en AE et 1 M€ en CP.

S'agissant des améliorations immobilières sur le site de Nanterre, le remplacement de toutes les menuiseries extérieures, qui datent de la construction de l'immeuble (1981), avait en effet été budgété en 2019 (pour 1,6 M€). Un marché de maîtrise d'œuvre a été passé mais la découverte d'amiante confiné dans les murs porteurs et les poteaux aux différents étages du bâtiment, a conduit à renoncer aux travaux.

Des travaux de thermie et de lutte contre les infiltrations issues de la verrière du site de Rouen (1,7 M€) étaient également programmés, en report de l'année 2018. Après appel d'offres organisé par l'agence avec l'appui d'un maître d'œuvre, et compte tenu des offres reçues, allant très au-delà de l'enveloppe financière prévisionnelle de travaux, la nature et l'envergure des travaux à mener ont été revues.

On note l'acquisition de 15 véhicules électriques (pour 246 K€) et de bornes électriques en 2019, au titre des investissements mobiliers.

- Les **investissements informatiques** atteignent 2,2 M€ en consommations d'AE et 1,9 M€ en CP.

Ces consommations budgétaires concernent principalement :

- La poursuite du déploiement de l'application de gestion des redevances - ARAMIS pour un montant de 500 K€ ;
- Les développements et mises à jour des versions annuelles des logiciels métiers (DEQUADO, SITOUREF) et de leurs interfaces (ROSEAU, VERSEAU) pour 350 K€ ;
- La mise en conformité du plan d'adressage pour l'inter-agences et la rénovation du réseau interne pour 220 K€ ;
- Les évolutions de licences bureautiques pour 200 K€ ;
- La mise à jour de la version annuelle et le démarrage du projet de remplacement du logiciel de gestion des aides pour 190 K€ ;
- La poursuite du paramétrage et des évolutions de QUALIAC pour 82 K€ ;
- La finalisation du portail « Etat des lieux » pour 72 K€ ;
- La rénovation et le développement des salles de visioconférence pour 50 K€.

En synthèse, les dépenses d'investissement évoluent de la manière suivante :

en K€	Exécution 2018		BI/BR 2019		Exécution 2019		Taux d'exécution/BR	Taux d'exécution/BR
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Dépenses immobilières et mobilières</b>	1 206	1 158	4 639	5 110	2 877	1 010	62%	20%
<b>Dépenses informatiques</b>	2 332	2 762	2 805	2 320	2 176	1 911	78%	82%
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>3 538</b>	<b>3 920</b>	<b>7 444</b>	<b>7 430</b>	<b>5 053</b>	<b>2 921</b>	<b>68%</b>	<b>39%</b>

### 1.3 LES DÉPENSES AU BÉNÉFICE DE LA MUTUALISATION INTER-AGENCES

En 2019, l'agence a engagé et payé 76,9 K€ de dépenses de fonctionnement et d'investissement au bénéfice de la mutualisation inter-agences, soit un montant comparable à celui de 2018. Compte tenu des montants en jeu, l'agence de l'eau Seine-Normandie a pris en charge ces dépenses sans qu'elles fassent l'objet de remboursements de la part des autres agences. Un suivi des dépenses les plus significatives a néanmoins été effectué (n'incluant pas, par exemple, les frais de déplacement).

Il en est de même des ETP(T) que l'agence a consacrés à la mutualisation inter-agences et qui œuvrent au bénéfice des six agences, pour les thématiques pour lesquelles l'agence de l'eau Seine-Normandie a été désignée comme pilote et pour lesquelles le temps passé est significatif. La participation de nombreux agents de l'agence aux différents groupes de travail relatifs à la mutualisation n'est pas retracée ici. De même, seul le temps passé par les chefs de projet ou leur équipe dédiée est comptabilisé. Ce décompte est conforme à la méthode harmonisée de comptabilisation des ETP(T) consacrés aux différents chantiers arrêtée entre les six agences, en concertation avec le ministère de tutelle. Il ne fait, cependant, pas encore l'objet d'une prise en compte dans la fixation des plafonds d'effectifs de chaque agence.

#### Bilan 2019 – effectif et dépenses mutualisation inter-agences

Effectif			
Thématique	Objet	ETP	ETPT
Systèmes d'information	Préfigurateur DSI unique	0,8	0,8
	Assistante projet CDD	1	0,72
Agence comptable	Préfigurateur agence comptable unique	0,1	0,1
	Adjonction de service AERM	0,07	0,07
Audits croisés	Chef de projet	0,02	0,02
Ressources humaines	Référent gestion des fonctionnaires	0,15	0,15
Surveillance	Pilote surveillance littorale	0,26	0,26
ISST	Inspecteur santé sécurité au travail pour cinq agences	1	1
Total		3,4	3,12

Dépenses de fonctionnement (CP)		
Thématique	Objet	Montant (€)
Systèmes d'information	Organisation séminaire équipe DSIUN de juin 2019	34 300
	Formation : « Accompagner les hommes et les équipes dans le changement » (pour les neuf préfigurateurs de la DSIUN)	5 011
Agence comptable	Séminaire des agences comptables de février 2019	3 746
Total		43 057

Dépenses d'investissement (CP)		
Thématique	Objet	Montant (€)
Systèmes d'information	Cadrage de la solution collaborative future	33 820
Total		33 820

## 2 L'ACTIVITE PLURIANNUELLE : LES RESTES A PAYER

Ce chapitre présente les résultats relatifs à l'exercice 2019 dans le contexte pluriannuel du 11e programme. Il en traite les différents aspects, dans une logique de programme, différente de la logique budgétaire. Il permet d'établir l'exécution du programme, par la présentation des cumuls (sur un à six ans) comparés au prévisionnel. L'année 2019 étant la première année d'exécution du 11<sup>ème</sup> programme, il est proposé de se limiter à une présentation spécifique des restes à payer de l'agence. Cette problématique a fait l'objet d'une attention particulière et d'un contrôle des six agences de l'eau par le contrôle budgétaire en 2019.

Pour l'agence de l'eau Seine-Normandie, en matière d'interventions, le fait générateur de la consommation d'AE est la signature du document attributif de l'aide par la directrice générale. La consommation de l'AE génère les restes à payer.

Les restes à payer, tous programmes confondus, s'élèvent à 1 Md€, dont 565 M€ au titre du 10<sup>ème</sup> programme d'intervention et 30 M€ au titre des programmes antérieurs au 10<sup>ème</sup> programme. Les restes à payer spécifiques aux conventions avec l'Agence de services et de paiement (ASP) s'élèvent à 120,6 M€.

Le tableau ci-dessous présente les restes à payer par année d'engagement. Ils comprennent les subventions et les avances, contrairement aux restes à payer du tableau 10 de la partie – Etats budgétaires – qui ne comprennent que les subventions (et incluent par ailleurs les restes à payer hors intervention qui représentent 34 M€).

Année d'engagement	Encours subvention	Encours avance	encours total
avant 10e programme	25 842 225 €	3 975 410 €	29 817 635 €
2013	11 172 594 €	1 485 900 €	12 658 494 €
2014	12 767 038 €	1 511 947 €	14 278 985 €
2015	29 373 815 €	5 931 165 €	35 304 980 €
2016	74 382 909 €	11 158 137 €	85 541 046 €
2017	115 056 522 €	1 314 916 €	116 371 438 €
2018	296 264 514 €	4 572 119 €	300 836 633 €
2019	386 565 893 €	21 314 183 €	407 880 076 €
<b>Somme:</b>	<b>951 425 510 €</b>	<b>51 263 777 €</b>	<b>1 002 689 287 €</b>

Le cumul des décalages entre engagements et paiements, présentés pour 2019 dans la partie exécution budgétaire du présent rapport de gestion, conduit à un niveau de trésorerie élevé en fin d'année 2019, ainsi qu'à cet encours important de 1 Md€, lié pour l'essentiel aux dépenses d'intervention.

Un plan d'apurement des restes à payer est en cours afin de traiter notamment les plus anciennes conventions, dont il est probable qu'elles ne donneront pas lieu aux paiements attendus, et de parvenir ainsi à une meilleure estimation des restes à payer effectifs de l'agence. La durée contractuelle d'une convention étant généralement comprise entre 24 et 48 mois, on peut considérer comme plus proches de la réalité des paiements à venir des restes à payer correspondant aux conventions signées il y a moins de 4 ans, ce qui représente environ 900 M€.

### **Zoom sur...le plan d'apurement des restes à payer**

A la suite du contrôle relatif aux restes à payer des agences de l'eau mené par le contrôle budgétaire en 2019, un plan d'apurement des restes à payer de l'agence de l'eau Seine-Normandie, par des actions vigoureuses relatives à l'instruction financière des aides, a été élaboré et est en cours de mise en œuvre.

Une priorité est donnée à la clôture des conventions les plus anciennes, avec des axes de travail particuliers concernant les conventions arrivant à échéance en termes de prescription quadriennale, celles ayant dépassé le délai de transmission des pièces justificatives de solde (fixé dans les conditions générales d'attribution et de paiement des aides de l'agence et pouvant faire l'objet de prolongations) et celles représentant les montants les plus élevés et n'ayant fait l'objet d'aucun paiement.

Une stricte application des conditions générales d'attribution et de paiement des aides de l'agence, notamment en termes de respect des délais, est mise en œuvre et l'agence déploie les outils et méthodes élaborés dans le cadre de son plan de simplification, d'harmonisation et de sécurisation de l'instruction financière des aides élaboré en 2019.

## **3 LA TRESORERIE**

---

### **3.1 Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2019**

La trésorerie, qui a progressé de 84 M€ depuis le 31 décembre 2018, s'établit à 158,9 M€ au 31 décembre 2019.

Ce niveau est à mettre en regard du niveau, également élevé, des restes à payer de l'agence, vu précédemment (1 Md€), ces derniers étant constitués essentiellement de paiements à venir en matière d'intervention suite à l'engagement effectif d'aides. La campagne d'apurement des restes à payer engagée par l'agence conduira à réajuster leur estimation, qui, compte tenu de l'activité principale de l'agence, d'attribution d'aides s'étalant sur plusieurs années, restera cependant élevée.

Le niveau de trésorerie peut être également rapproché des décaissements réalisés par l'agence mensuellement. Les dépenses mensuelles de l'agence, toutes enveloppes confondues (personnel, fonctionnement, investissement, interventions) s'élevant à 54,5 M€, la trésorerie au 31 décembre représente 2,9 mois d'activité.

On peut enfin noter que l'agence devra, dans un horizon de un à deux ans, faire face à une dépense majeure (de l'ordre de 50 M€) : l'acquisition d'un immeuble pour loger son siège et sa direction territoriale Seine francilienne, avant de pouvoir bénéficier du produit de la vente de son immeuble actuel de Nanterre. *In fine*, l'écart, inévitable au regard des premières estimations réalisées, entre le montant de l'achat et le produit de la vente devrait pouvoir être pris en charge par l'agence en évitant l'emprunt.

### **3.2 Les facteurs explicatifs**

Le tableau ci-après précise la genèse de l'atterrissage constaté, supérieur de 83,5 M€ aux prévisions du BR, en présentant les différents postes contribuant à la formation de la trésorerie, qu'il s'agisse de dépenses et recettes (de nature budgétaire) ou d'opérations non budgétaires.

Il apparaît que l'écart constaté par rapport aux prévisions du BR porte à 78 % sur les interventions (avances comprises), à 12 % sur les redevances et à 10 % sur d'autres postes.

Les principaux facteurs d'écart identifiés ont été mentionnés dans les développements du présent rapport de gestion, relatifs à l'exécution des dépenses comme des recettes.

	<i>En euros</i>	<b>BI2019</b>	<b>BR2019+/-virt</b>	<b>Réalisé au 31 déc 2019</b>	<b>Ecart réalisé p/r au BR</b>
<b>Dépenses / besoins</b>	<b>Dépenses (CP)</b>				
	<b>PERSONNEL</b>	<b>30 834 899</b>	<b>30 834 899</b>	<b>29 743 311</b>	<b>1 091 588</b>
	Fonctionnement courant	7 891 579	7 891 579	6 905 000	986 579
	Fonctionnement non contraint	8 070 000	16 070 000	12 837 585	3 232 415
	<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>15 961 579</b>	<b>23 961 579</b>	<b>19 742 585</b>	<b>4 218 994</b>
	Subventions	453 850 000	453 950 000	405 128 825	48 821 175
	Primes et Aquex	89 300 000	79 300 000	77 820 219	1 479 781
	Hors aides	137 958 000	124 278 142	119 168 478	5 109 664
	<b>INTERVENTIONS</b>	<b>681 108 000</b>	<b>657 528 142</b>	<b>602 117 522</b>	<b>55 410 620</b>
	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>7 430 023</b>	<b>7 430 023</b>	<b>2 922 542</b>	<b>4 507 481</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>735 334 501</b>	<b>719 754 643</b>	<b>654 525 960</b>	<b>65 228 683</b>
	<b>Besoins (utilisation des financements)</b>				
	Versement avances	134 100 000	118 800 000	109 450 578	9 349 422
	Dépôts, cautionnements, prêts	6 000	6 000	-731	6 731
	Autres décaissements sur comptes de tiers	0	0	1 110 708	-1 110 708
<b>TOTAL</b>	<b>134 106 000</b>	<b>118 806 000</b>	<b>110 560 555</b>	<b>8 245 445</b>	
<b>Recettes / financements</b>	<b>Recettes</b>				
	Redevance LEMA	684 522 281	684 522 281	694 962 765	10 440 484
	Majorations et redevance ante LEMA	2 140 000	2 140 000	1 584 993	-555 007
	<b>FISCALITE AFFECTEE</b>	<b>686 662 281</b>	<b>686 662 281</b>	<b>696 547 757</b>	<b>9 885 476</b>
	<b>RESSOURCES PROPRES</b>	<b>3 503 000</b>	<b>5 503 000</b>	<b>5 216 401</b>	<b>-286 599</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>690 165 281</b>	<b>692 165 281</b>	<b>701 764 159</b>	<b>9 598 878</b>
	<b>Financements (couverture des besoins)</b>				
	Retours d'avances	146 900 000	146 900 000	147 365 503	465 503
	Remboursements prêts, dépôts caution <sup>ts</sup>	50 000	50 000	45 973	-4 027
	<b>Total</b>	<b>146 950 000</b>	<b>146 950 000</b>	<b>147 411 476</b>	<b>461 476</b>
<b>Trésorerie au 31 décembre 2019</b>		<b>22 767 391</b>	<b>75 408 606</b>	<b>158 943 087</b>	<b>83 534 481</b>

## Volet dépenses

L'examen de la structure des paiements au cours des trois dernières années montre une divergence par rapport au modèle de prévision des décaissements d'aides (CP) à partir des engagements réalisés (AE). Les rythmes de paiement réels diffèrent des clefs de paiement utilisées, en particulier en ce qui concerne les aides engagées en 2018 : on relève un faible taux de paiement de ces aides, pour lesquelles seulement 43 % des montants engagés ont été payés après deux années, alors que le modèle prévoit que ce sont 55 % des paiements qui sont intervenus. Cet écart dans le décaissement correspond à 75 M€ pour 2019.

L'analyse des CP par ligne programme pour les conventions engagées en 2018 montre que ce sont les aides des lignes stations d'épuration (26 %), alimentation en eau potable (38 %), lutte contre les pollutions diffuses (45 %) et réseaux d'assainissement (47 %) qui sont en retard de paiement. Il est probable qu'une part des dossiers engagés lors de la dernière année du 10<sup>ème</sup> programme, avant modification des conditions d'aide dans le cadre du 11<sup>ème</sup> programme, n'ait pas eu un degré de maturité suffisant pour donner lieu à des décaissements rapides. Il faut s'attendre à un report de ces décaissements en 2020 et au cours des années postérieures.

lignes programme	2018	2019	total	AE 2018	taux CP/AE
11	11 999 080	19 421 763	31 420 843	121850000	<b>26%</b>
12	20 389 455	37 549 512	57 938 967	124160000	<b>47%</b>
13	5 214 250	6 455 705	11 669 955	22650000	52%
14		33 890	33 890	160000	21%
15	761 340	817 457	1 578 797	2270000	70%
18	19 276 963	16 942 662	36 219 625	81150000	<b>45%</b>
21	1 038 975	1 156 925	2 195 900	3670000	60%
23	3 981 535	4 680 718	8 662 253	14210000	61%
24	19 528 793	21 726 683	41 255 476	75360000	55%
25	5 925 679	21 288 203	27 213 882	70740000	<b>38%</b>
29	1 346 064	1 051 194	2 397 258	3090000	78%
31	1 465 142	1 274 620	2 739 762	6260000	44%
32	603 384	843 468	1 446 852	2460000	59%
33	932 523	922 278	1 854 801	3410000	54%
34	3 091 205	627 548	3 718 753	3990000	93%
<b>Total général</b>	<b>95 554 388</b>	<b>134 792 626</b>	<b>230 347 014</b>	<b>535 430 000</b>	

Par ailleurs, les avances n'ont pas été engagées en totalité en 2019. Elles ont été redéployées, dans le cadre du BR, en engagements au titre des subventions. Le paiement des subventions est échelonné sur plusieurs années, contrairement aux avances qui sont versées en une seule fois. De la même façon, le budget initial prévoyait une contribution versée à l'AFB et à l'ONCFS de 120 M€, or la contribution effectivement arrêtée de l'agence de l'eau a été fixée à 106,42 M€. L'écart a été transféré vers les lignes d'interventions, en subventions, dont le décaissement est moins rapide que le versement aux opérateurs de la biodiversité qui se réalise en totalité dans l'année concernée. Ces opérations ont résulté en un redéploiement de 26 M€ d'engagements faisant l'objet de paiements dans l'année en AE de subventions, qui donnent lieu à des décaissements plus lents.

### Volet recettes

Comme anticipé, le niveau d'encaissement des redevances a excédé de 10 M€ celui attendu (BI/BR), en raison, principalement, de la hausse de la redevance pollutions diffuses.

Si la contribution des redevances à l'écart de trésorerie observé est faible, il convient de tenir compte du fait que des émissions de redevances ont été reportés à fin 2019-début 2020, à hauteur de 38 M€, pour les besoins du pilotage de l'atteinte du plafond mordant, et que ces émissions auraient donné lieu à des encaissements en 2019 si aucune régulation n'avait été faite (ce, pour un montant maximal de 38 M€, puisqu'une partie des encaissements seraient aussi intervenus en 2020). Les prévisions d'encaissement de redevances pour l'année 2019 apparaissent donc en retrait.

Deux facteurs explicatifs principaux peuvent être envisagés.

Il s'agit tout d'abord de l'évolution des assiettes des principales redevances (m<sup>3</sup> d'eau au titre des redevances pollution domestique, collecte domestique et prélèvement d'eau pour l'alimentation en eau potable). Si, pour les années 2015 à 2017, on observe une relative stabilité des assiettes et une cohérence de ces assiettes réelles avec celles retenues dans le modèle de prévision de l'agence, l'analyse relative à l'année d'activité 2018 reste à effectuer. Elle nécessite d'avoir instruit l'intégralité des redevances au titre de l'année d'activité 2018, ce qui sera le cas fin février 2020.

Il s'agit ensuite du rythme des encaissements du modèle de prévision utilisé par l'agence. Ce dernier a été utilisé pour construire le 10<sup>ème</sup> programme de l'agence et n'a pas été revisité depuis. L'année d'activité 2017 est la plus récente qui permette de mener à son terme la comparaison entre les résultats du modèle et la réalité des encaissements observés. Pour l'ensemble des redevances, il est modélisé pour une année d'activité N donnée des encaissements à hauteur de 67 % l'année N, 31 % l'année N+1 et 2 % l'année N+2. Pour l'année d'activité 2017, ont été observés des encaissements à hauteur de 54 % l'année 2017, 42 % l'année 2018 et 3 % (au lieu de 2 %, donc) l'année 2019.

Les effets cumulés de ces écarts entre les clefs d'encaissement utilisées et la réalité des encaissements observés s'annulent lorsque les montants des recettes par année d'activité sont comparables. Mais lors de la transition entre le 10<sup>ème</sup> et le 11<sup>ème</sup> programme, avec une baisse des redevances, un à-coup est observé, de l'ordre de 38 M€ en 2019 et vraisemblablement de 35 M€ en 2020 (ce qui représente environ 5 % des redevances encaissées chaque année). Cette différence doit s'atténuer en 2021 pour atteindre en théorie 14 M€ les années suivantes, ce qui représente environ 2 % des recettes encaissées. Il est improbable de garantir des prévisions d'encaissement à ce niveau de précision, ce qui milite pour ne pas modifier les taux de redevances dès cette année.

## 4 SYNTHÈSE ET ETATS BUDGETAIRES

---

Cette rubrique a pour vocation de commenter succinctement les principaux tableaux soumis au conseil d'administration pour approbation ou information.

### **Autorisations d'emplois (tableau 1)** – *présentation au CA pour vote*

Les autorisations d'emplois pour l'exercice 2019 étaient fixées à 379,5 ETP sous plafond et à 392,80 ETPT sous plafond. Les effectifs atteignent, en 2019, 379,9 ETP et 382,05 ETPT.

### **Solde budgétaire (tableau 2)** – *présentation au CA pour vote*

Le solde budgétaire résultant de la différence entre les recettes encaissées (701,76 M€) et les crédits de paiement décaissés (654,53 M€) s'élève à 47,238 M€, en progression par rapport aux données intégrées au budget rectificatif 2019 (- 27,59 M€). Cette évolution trouve principalement son origine dans le ralentissement observé du paiement des aides (- 50 M€) ainsi qu'à l'augmentation de l'encaissement des redevances (+ 10 M€). On notera, de plus, que ce solde budgétaire est en léger retrait par rapport à celui de l'exercice 2018 (- 5 M€).

### **Dépenses par destination et recettes par origine (tableau 3)** – *présentation au CA pour information*

Ce tableau présente les AE et CP par destination et les recettes par origine. S'agissant des dépenses, les destinations retenues par l'agence de l'eau correspondent aux lignes programme issues de l'instruction de programme. Concernant les recettes, la notion d'origine n'a pas été retenue dans l'architecture de l'application financière, en accord avec les tutelles. La distinction entre les recettes relatives à la fiscalité affectée et les recettes propres est en effet suffisante à la compréhension des états budgétaires.

### **Equilibre financier (tableau 4)** - *présentation au CA pour vote*

Cet état retrace les opérations non budgétaires ayant un impact sur la trésorerie. A partir du solde budgétaire (47,24 M€), sont identifiés les flux de trésorerie, afin de déterminer la variation de trésorerie prévisionnelle sur l'exercice.

Aussi, pour l'exercice 2019, au regard des flux financiers (versement et retour des avances, remboursement du capital de l'emprunt et prélèvement de l'Etat), la variation de la trésorerie de l'exercice s'établit à + 84,09 M€, laquelle est plus élevée que les prévisions du budget rectificatif 2019 (0,55 M€) compte tenu notamment du niveau affiché par le solde budgétaire. La variation de trésorerie est présentée par mois dans le plan de trésorerie (tableau 7).

Ces flux financiers comportent également un montant de 1,1 M€ correspondant aux décalages temporels constatés au titre des opérations décaissées ou encaissées en cours de rapprochement.

### **Opération pour le compte de tiers (tableau 5)**

Non applicable à l'agence de l'eau Seine Normandie

### **Situation patrimoniale (tableau 6)** - *présentation au CA pour vote*

Ce tableau présente les éléments de la comptabilité générale en droits constatés :

- Le compte de résultat de l'exercice qui présente, au titre de l'exercice 2019, un bénéfice de 64,06 M€. Cette évolution par rapport au budget rectificatif (+ 98 M€) s'explique par l'augmentation des produits (+ 29 M€) et par le plus faible niveau de charges (- 69 M€), en cohérence avec l'évolution du solde budgétaire.
- La capacité d'autofinancement correspond au résultat comptable après neutralisation des dotations et reprises aux amortissements. Le compte financier 2019 affiche une capacité d'autofinancement à hauteur de 64,33 M€.

- La situation patrimoniale qui présente les ressources (flux en retour des avances diminuées du prélèvement de l'Etat) et les emplois (avances versées sur travaux, remboursement de l'emprunt et investissements courants). Cette situation conduit à une augmentation du fonds de roulement de 99,06 M€.
- Le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement, la trésorerie.

Le niveau du fonds de roulement 2019 est de 262,73 M€, en progression de 101,85 M€ par rapport au budget rectificatif 2019, et de 99,06 M€ par rapport au compte financier 2018.

Le besoin en fonds de roulement correspond à la différence entre les créances (émission de recettes non recouvrées) et les dettes (crédits de paiement non payés). Il s'établit, pour 2019, à 103,79 M€, supérieur d'environ 18 M€ au budget rectificatif et de 15 M€ au compte financier 2018, en raison d'une diminution des dettes.

La trésorerie augmente de 84,09 M€ sur l'exercice, pour s'établir à 158,94 M€ à la fin de l'année 2019.

#### **Plan de trésorerie (tableau 7)** - présentation au CA pour information

Ce tableau retrace les flux mensuels de trésorerie par catégorie de recettes et de dépenses. La variation de trésorerie correspond à celle présentée dans le tableau d'équilibre financier (tableau 4) et dans le tableau de variation du fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et trésorerie (tableau 6).

#### **Opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8)**

Non applicable à l'agence de l'eau Seine-Normandie.

#### **Opérations pluriannuelles (tableau 9)** - présentation au CA pour information

Le tableau des opérations pluriannuelles présente les AE et CP consommés lors des exercices antérieurs et lors de l'exercice 2019. La différence entre le total des AE consommés et le total des CP consommés permet de déterminer les restes à payer.

#### **Synthèse budgétaire et comptable (tableau 10)** - présentation au CA pour information

Ce tableau explique les écarts entre la variation du fonds de roulement et le solde budgétaire. Il recense les éléments issus de la comptabilité budgétaire (autorisations d'engagement et restes à payer) en amont du bilan, puis ceux du haut de bilan (compte de résultat, capacité d'autofinancement et variation du fonds de roulement) pour aboutir au bas de bilan (solde budgétaire et variation de trésorerie).

#### **Délibération portant arrêté du compte financier 2019**

*Les éléments d'exécution présentés dans les tableaux réglementaires sont retracés dans la délibération :*

- 382,05 ETPT sous plafond et 3,35 ETPT hors plafond
- 749 682 938,10 € de consommation d'autorisations d'engagement
- 654 525 989,91 € de consommation de crédits de paiement
- 701 764 158,53 € d'encaissement de recettes
- 47 238 168,62 € de solde budgétaire
- 84 089 118,92 € d'augmentation de la trésorerie
- 64 057 772,03€ de résultat patrimonial
- 64 333 915,17 € de capacité d'autofinancement
- 99 062 778,93 € d'augmentation du fonds de roulement

## Tableaux budgétaires :

- Tableau 1 : Autorisations d'emplois
- Tableau 2 : Autorisations budgétaires
- Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine
- Tableau 4 : Equilibre financier
- Tableau 5 : Opérations pour compte de tiers (non applicable)
- Tableau 6 : Situation patrimoniale
- Tableau 7 : Plan de trésorerie
- Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées (non applicable)
- Tableau 9 : Opérations pluriannuelles – prévisions
- Tableau 10 : Synthèse budgétaire et comptable

## 4.1 Tableau 1 – Autorisations d'emplois

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP	379,5	4,5	384
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	392,8	6,7	399,5

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISES PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>379,9</b>	<b>382,05</b>	<b>29 653 141,26</b>	<b>2,00</b>	<b>3,35</b>	<b>90 170,17</b>	<b>381,9</b>	<b>385,4</b>	<b>29 743 310,43</b>
<b>1 - TITULAIRES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et <u>actes de gestion, dont CAP, déconcentrés</u> dans l'organisme)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
. Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes remboursées	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
<b>2 - NON TITULAIRES</b>	<b>379,9</b>	<b>382,05</b>	<b>29 653 141,26</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>379,9</b>	<b>382,05</b>	<b>29 653 141,26</b>
* Non titulaires de droit public	379,9	382,05	29 653 141,26	0,00	0,00	0,00	379,9	382,05	29 653 141,26
- en fonction dans l'organisme :	379,9	382,05	29 653 141,26	0,00	0,00	0,00	379,9	382,05	29 653 141,26
. Contractuels sous statut :	312,8	318,6	23 794 814,55	0,00	0,00	0,00	312,8	318,6	23 794 814,55
δCDI	290,8	300,73	22 461 310,57	0,00	0,00	0,00	290,80	300,73	22 461 310,57
δCDD	22	17,87	1 333 503,98	0,00	0,00	0,00	22,00	17,87	1 333 503,98
. Contractuels hors statut :	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
δCDI	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
δCDD	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0	0
. Titulaires État détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	67,1	63,45	5 858 326,71	0,00	0,00	0,00	67,10	63,45	5 858 326,71
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
δCDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
δCDD	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>3 - CONTRATS AIDES (apprentis)</b>				<b>2</b>	<b>3,35</b>	<b>90 170,17</b>	<b>2</b>	<b>3,35</b>	<b>90 170,17</b>
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES ( 4 + 5 )</b>							<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT</b>							<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
<b>5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES</b>							<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
* Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0	0	0
* Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0	0	0,00

## 4.2 Tableau 2 – Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	DEPENSES							
	Montants							
	AE				CP			
	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Exécution CF 2019	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Exécution CF 2019
<b>Personnel</b>	30 835 936,84	30 834 898,95	30 834 898,95	29 720 458,20	30 737 930,67	30 834 898,95	30 834 898,95	29 743 311,43
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	734 063,08	2 166 186,36	2 166 186,36	1 462 362,95	734 063,08	2 166 186,36	2 166 186,36	1 462 362,95
<b>Fonctionnement</b>	21 874 250,15	16 547 678,00	24 547 678,00	19 699 680,01	19 950 256,46	15 961 579,00	23 961 579,00	19 743 756,22
<b>Intervention</b>	751 980 990,76	695 488 000,00	695 488 000,00	695 210 077,54	665 672 880,75	681 108 000,00	657 528 142,00	602 117 521,62
<b>Investissement</b>	3 538 098,92	7 443 915,00	7 443 915,00	5 052 722,35	3 920 321,71	7 430 023,00	7 430 023,00	2 921 400,64
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	<b>808 229 276,67</b>	<b>750 314 491,95</b>	<b>758 314 491,95</b>	<b>749 682 938,10</b>	<b>720 281 389,59</b>	<b>735 334 500,95</b>	<b>719 754 642,95</b>	<b>654 525 989,91</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>					<b>53 968 924,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 238 168,62</b>

	RECETTES				
	Montants				
	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Exécution CF 2019	
	774 250 313,74	690 165 281,00	692 165 281,00	701 764 158,53	<b>Recettes globalisées</b>
					Subvention pour charges de service public
					Autres financements de l'Etat
	769 321 914,05	686 662 281,00	686 662 281,00	696 547 757,35	Fiscalité affectée
					Autres financements publics
	4 928 399,69	3 503 000,00	5 503 000,00	5 216 401,18	Recettes propres
		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>Recettes fléchées*</b>
		0,00	0,00	0,00	Financements de l'Etat fléchés
		0,00	0,00	0,00	Autres financements publics fléchés
		0,00	0,00	0,00	Recettes propres fléchées
	<b>774 250 313,74</b>	<b>690 165 281,00</b>	<b>692 165 281,00</b>	<b>701 764 158,53</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>	<b>0,00</b>	<b>45 169 219,95</b>	<b>27 589 361,95</b>	<b>0,00</b>	

(\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

## 4.3 Tableau 3 – Dépenses par destination et Recettes par origine

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme : les lignes programmes constituent les axes destinations des agences de l'eau

Budget	DEPENSES																			
	Personnel				Fonctionnement				Intervention				Investissement				Total			
	AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE (A)		CP (B)	
	BR2019	Exécution CF 2019	BR2019	Exécution CF 2019	BR2019	Exécution CF 2019	BR2019	Exécution CF 2019	BR2019	Exécution CF 2019	BR2019	Exécution CF 2019	BR2019	Exécution CF 2019						
I - Lutte contre la pollution																				
11- Installations de traitement des eaux usées domestiques									92 600 000,00	97 894 201,00	110 900 000,00	77 186 831,00					92 600 000,00	97 894 201,00	110 900 000,00	77 186 831,00
12- Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques									104 700 000,00	112 511 543,00	112 800 000,00	104 351 898,34					104 700 000,00	112 511 543,00	112 800 000,00	104 351 898,34
13- Lutte contre la pollution des activités économiques *									18 200 000,00	19 217 991,00	38 000 000,00	19 025 355,91					18 200 000,00	19 217 991,00	38 000 000,00	19 025 355,91
14- Elimination des déchets									0,00		0,00	40 054,00					0,00	0,00	0,00	40 054,00
15- Assistance technique à la dépollution									5 600 000,00	5 584 637,00	3 000 000,00	1 911 727,00					5 600 000,00	5 584 637,00	3 000 000,00	1 911 727,00
16- Eau pluviale									13 600 000,00	9 676 120,00	21 900 000,00	692 617,00					13 600 000,00	9 676 120,00	21 900 000,00	692 617,00
17- Primes pour épuration aux collectivités locales									79 300 000,00	77 797 396,85	79 300 000,00	77 820 218,73					79 300 000,00	77 797 396,85	79 300 000,00	77 820 218,73
18- Lutte contre la pollution agricole									108 579 858,00	91 625 661,58	41 400 000,00	53 258 385,58					108 579 858,00	91 625 661,58	41 400 000,00	53 258 385,58
<b>Total lutte contre la pollution</b>	<b>0,00</b>	<b>422 579 858,00</b>	<b>414 307 550,43</b>	<b>407 300 000,00</b>	<b>334 287 087,58</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>422 579 858,00</b>	<b>414 307 550,43</b>	<b>407 300 000,00</b>	<b>334 287 087,58</b>							
II - Gestion des milieux																				
21- Gestion quantitative de la ressource									6 600 000,00	6 316 711,00	12 600 000,00	5 078 160,00					6 600 000,00	6 316 711,00	12 600 000,00	5 078 160,00
23- Protection de la ressource									16 100 000,00	15 843 322,00	13 700 000,00	12 933 944,00					16 100 000,00	15 843 322,00	13 700 000,00	12 933 944,00
24- Restauration et gestion des milieux aquatiques									54 700 000,00	59 416 740,00	51 200 000,00	59 740 067,00					54 700 000,00	59 416 740,00	51 200 000,00	59 740 067,00
25- Eau potable									56 900 000,00	54 402 293,00	30 200 000,00	54 865 469,00					56 900 000,00	54 402 293,00	30 200 000,00	54 865 469,00
29- Planification et gestion à l'échelle du bassin et sous bassins									3 900 000,00	2 745 309,00	5 200 000,00	2 315 201,00					3 900 000,00	2 745 309,00	5 200 000,00	2 315 201,00
<b>Total gestion des milieux</b>	<b>0,00</b>	<b>138 200 000,00</b>	<b>138 724 375,00</b>	<b>112 900 000,00</b>	<b>134 932 841,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>138 200 000,00</b>	<b>138 724 375,00</b>	<b>112 900 000,00</b>	<b>134 932 841,00</b>							
III - Conduite et développement des politiques																				
31- Etudes générales									6 800 000,00	7 211 469,61	4 250 000,00	5 218 600,67					6 800 000,00	7 211 469,61	4 250 000,00	5 218 600,67
32- Connaissance environnementale									11 400 000,00	18 438 000,61	14 500 000,00	11 241 300,69					11 400 000,00	18 438 000,61	14 500 000,00	11 241 300,69
33- Action internationale									2 700 000,00	3 324 656,00	4 500 000,00	3 219 775,00					2 700 000,00	3 324 656,00	4 500 000,00	3 219 775,00
34- Information, communication et éducation à l'environnement									3 330 000,00	3 236 466,00	3 600 000,00	3 265 166,00					3 330 000,00	3 236 466,00	3 600 000,00	3 265 166,00
<b>Total conduite et développement des politiques</b>	<b>0,00</b>	<b>24 230 000,00</b>	<b>32 210 592,22</b>	<b>26 850 000,00</b>	<b>22 944 842,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 230 000,00</b>	<b>32 210 592,22</b>	<b>26 850 000,00</b>	<b>22 944 842,36</b>							
IV - Support et Management																				
41- Dépenses fonctionnement courant					8 547 678,00	7 281 682,36	7 961 579,00	6 929 646,42									8 547 678,00	7 281 682,36	7 961 579,00	6 929 646,42
42- Immobilisations													7 443 915,00	5 052 722,35	7 430 023,00	2 921 400,64	7 443 915,00	5 052 722,35	7 430 023,00	2 921 400,64
43- Gestion du Personnel	30 834 898,95	29 720 458,20	30 834 898,95	29 743 311,43													30 834 898,95	29 720 458,20	30 834 898,95	29 743 311,43
44- Charges de régularisation					16 000 000,00	12 417 997,65	16 000 000,00	12 814 109,80									16 000 000,00	12 417 997,65	16 000 000,00	12 814 109,80
48- Dépenses courantes liées aux redevances									3 678 000,00	3 402 407,90	3 678 000,00	3 407 485,69					3 678 000,00	3 402 407,90	3 678 000,00	3 407 485,69
49- Dépenses courantes liées aux interventions									260 000,00	145 009,99	260 000,00	125 123,01					260 000,00	145 009,99	260 000,00	125 123,01
<b>Personnel, fonctionnement, investissement, charges financières, dépenses liées aux redevances et aux</b>	<b>30 834 898,95</b>	<b>29 720 458,20</b>	<b>30 834 898,95</b>	<b>29 743 311,43</b>	<b>24 547 678,00</b>	<b>19 699 680,01</b>	<b>23 961 579,00</b>	<b>19 743 756,22</b>	<b>3 938 000,00</b>	<b>3 547 417,89</b>	<b>3 938 000,00</b>	<b>3 532 608,70</b>	<b>7 443 915,00</b>	<b>5 052 722,35</b>	<b>7 430 023,00</b>	<b>2 921 400,64</b>	<b>66 764 491,95</b>	<b>58 020 278,45</b>	<b>66 164 500,95</b>	<b>55 941 076,99</b>
V - Fonds de concours et autres																				
51- Contribution à l'AFB									106 420 142,00	106 420 142,00	106 420 142,00	106 420 142,00					106 420 142,00	106 420 142,00	106 420 142,00	106 420 142,00
52- Ecretement redevances									120 000,00	0,00	120 000,00	0,00					120 000,00	0,00	120 000,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>30 834 898,95</b>	<b>29 720 458,20</b>	<b>30 834 898,95</b>	<b>29 743 311,43</b>	<b>24 547 678,00</b>	<b>19 699 680,01</b>	<b>23 961 579,00</b>	<b>19 743 756,22</b>	<b>695 488 000,00</b>	<b>695 210 077,54</b>	<b>657 528 142,00</b>	<b>602 117 521,62</b>	<b>7 443 915,00</b>	<b>5 052 722,35</b>	<b>7 430 023,00</b>	<b>2 921 400,64</b>	<b>758 314 491,95</b>	<b>749 682 938,10</b>	<b>719 754 642,95</b>	<b>654 525 989,91</b>

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

0,00 47 238 168,62

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme : Les axes origines ne sont pas présentés.

Budget	RECETTES										Total (C)	
	Recettes globalisées				Recettes fléchées							
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées			BR2019	Exécution CF 2019
Recettes budgétaires			686 662 281,00	696 547 757,35	5 503 000,00	5 216 401,18					692 165 281,00	701 764 158,53
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>686 662 281,00</b>	<b>696 547 757,35</b>	<b>5 503 000,00</b>	<b>5 216 401,18</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>692 165 281,00</b>	<b>701 764 158,53</b>	
<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C</b>											<b>27 589 361,95</b>	<b>0,00</b>

#### 4.4 Tableau 4 – Équilibre financier

##### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BESOINS			
	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Exécution CF 2019
Solde budgétaire (déficit) (D2)*		45 169 219,95	27 589 361,95	0,00
Remboursements d'emprunts (capital)	13 337 648,67			
Avances sur travaux	139 388 191,00	134 100 000,00	118 800 000,00	109 450 578,00
Versement prêts		6 000,00	6 000,00	0,00
Versement dépôts et cautionnement				
Total (b1) Opérations non budgétaires (décaissables)	152 725 839,67	134 106 000,00	118 806 000,00	109 450 578,00
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**				0,00
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) Prélèvement Etat	67 107 167,00	0,00		
Décalages temporels de trésorerie - opérations en cours de rapprochement	5 053 119,07			1 110 678,61
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	224 886 125,74	179 275 219,95	146 395 361,95	110 561 256,61
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>554 638,05</b>	<b>84 089 118,92</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***				0,00
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0,00	0,00	554 638,05	84 089 118,92
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>224 886 125,74</b>	<b>179 275 219,95</b>	<b>146 950 000,00</b>	<b>194 650 375,53</b>

	FINANCEMENTS			
	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Exécution CF 2019
Solde budgétaire (excédent) (D1)*	53 968 924,15	0,00	0,00	47 238 168,62
Nouveaux emprunts (capital)				0,00
Remboursement des avances sur travaux (flux en retour)	143 969 194,82	146 900 000,00	146 900 000,00	147 365 503,01
Remboursement prêts	28 359,05	50 000,00	50 000,00	43 703,90
Remboursement des dépôts et cautionnements				3 000,00
Total (b2) Opérations non budgétaires (encaissables)	143 997 553,87	146 950 000,00	146 950 000,00	147 412 206,91
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**				0,00
Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)				
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)	197 966 478,02	146 950 000,00	146 950 000,00	194 650 375,53
<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>	<b>26 919 647,72</b>	<b>32 325 219,95</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***	0,00	0,00	0,00	0,00
dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)	26 919 647,72	32 325 219,95	0,00	0,00
<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>	<b>224 886 125,74</b>	<b>179 275 219,95</b>	<b>146 950 000,00</b>	<b>194 650 375,53</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

## 4.5 Tableau 5 – Opérations pour compte de tiers

Non applicable à l'AESN

## 4.6 Tableau 6 – Situation patrimoniale

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Execution CF 2019	PRODUITS	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Execution CF 2019
Personnel	28 136 050,06	28 116 402,98	28 116 402,98	27 139 993,96	Subventions de l'Etat				
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	734 063,08	2 166 186,36	2 166 186,36	1 462 362,95	Fiscalité affectée	782 847 701,79	694 922 281,00	694 922 281,00	721 206 711,83
Fonctionnement autre que les charges de personnel	145 031 069,83	39 980 074,97	47 980 074,97	152 540 728,19	Autres subventions				
Intervention (le cas échéant)	549 156 339,28	681 808 000,00	658 228 142,00	485 428 039,43	Autres produits	17 398 026,05	3 503 000,00	5 503 000,00	7 959 821,78
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>722 323 459,17</b>	<b>749 904 477,95</b>	<b>734 324 619,95</b>	<b>665 108 761,58</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>800 245 727,84</b>	<b>698 425 281,00</b>	<b>700 425 281,00</b>	<b>729 166 533,61</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>77 922 268,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 057 772,03</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>51 479 196,95</b>	<b>33 899 338,95</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>800 245 727,84</b>	<b>749 904 477,95</b>	<b>734 324 619,95</b>	<b>729 166 533,61</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>800 245 727,84</b>	<b>749 904 477,95</b>	<b>734 324 619,95</b>	<b>729 166 533,61</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

#### Calcul de la capacité d'autofinancement

	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Execution CF 2019
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>77 922 268,67</b>	<b>-51 479 196,95</b>	<b>-33 899 338,95</b>	<b>64 057 772,03</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 885 060,85	10 400 000,00	10 400 000,00	4 211 106,23
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-12 293 617,61			-2 983 589,09
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				-950 000,00
- neutralisation charges et produits calculés	-594,80			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-1 374,00			-1 374,00
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>69 511 743,11</b>	<b>-41 079 196,95</b>	<b>-23 499 338,95</b>	<b>64 333 915,17</b>

#### Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Execution CF 2019	RESSOURCES	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Execution CF 2019
Insuffisance d'autofinancement	0	41 079 196,95	23 499 338,95	0,00	Capacité d'autofinancement	69 511 743,11	0,00	0,00	64 333 915
Investissements immobiliers	3 854 538,64	7 430 023,00	7 430 023,00	2 866 886,56	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat				
Autres investissements	0,00	6 000,00	6 000,00	0,00	Financement de l'actif par l'Etat				
Investissement (versements avances sur travaux)	134 431 796,00	134 100 000,00	118 800 000,00	110 253 363,00	Autres ressources - prélèvement de l'Etat *	-67 107 167,00			
Remboursement des dettes financières	13 337 648,67				Autres ressources	137 314 294,65	146 950 000,00	146 950 000,00	147 849 113,32
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>151 623 983,31</b>	<b>182 615 219,95</b>	<b>149 735 361,95</b>	<b>113 120 249,56</b>	Augmentation des dettes financières				
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>99 062 778,93</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>139 718 870,76</b>	<b>146 950 000,00</b>	<b>146 950 000,00</b>	<b>212 183 028,49</b>
					<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>11 905 112,55</b>	<b>35 665 219,95</b>	<b>2 785 361,95</b>	<b>0,00</b>

#### Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Exécution CF 2018	BI 2019	BR2019	Execution CF 2019
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)**	-11 905 112,55	-35 665 219,95	-2 785 361,95	99 062 778,93
Variation du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	15 014 535,17	-3 340 000,00	-3 340 000,00	14 973 660,01
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-26 919 647,72	-32 325 219,95	554 638,05	84 089 118,92
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	163 668 186,24	91 966 422,86	160 882 824,29	262 730 965,17
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	88 814 219,33	69 199 032,00	85 474 218,33	103 787 878,34
Niveau de la TRESORERIE	74 853 967,91	22 767 390,86	75 408 605,96	158 943 086,83

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

#### 4.7 Tableau 7 - Plan de trésorerie

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	74 853 967,91	110 213 348,22	87 626 120,82	112 743 155,69	121 142 834,34	100 921 912,08	109 939 950,03	44 129 218,34	134 158 156,81	100 989 442,06	151 402 256,60	180 315 952,26	158 943 086,83
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	43 817 454,12	35 279 567,91	63 065 626,03	53 714 754,23	29 204 378,62	31 258 602,48	55 167 226,94	98 777 876,23	61 872 027,88	90 529 441,57	61 555 632,41	77 521 570,11	701 764 158,53
Subvention pour charges de service public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres financements de l'État	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fiscalité affectée	43 624 481,76	34 933 144,71	61 695 243,60	53 511 737,17	28 959 567,11	31 090 008,75	54 077 358,47	98 415 122,58	61 700 291,64	90 372 739,53	61 278 425,84	76 889 636,19	696 547 757,35
Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ressources propres	192 972,36	346 423,20	1 370 382,43	203 017,06	244 811,51	168 593,73	1 089 868,47	362 753,65	171 736,24	156 702,04	277 206,57	631 933,92	5 216 401,18
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financements de l'État fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres financements publics fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes propres fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations non budgétaires</b>	5 509 184,53	8 546 016,92	11 022 010,17	12 118 882,19	11 522 408,35	11 288 924,90	16 922 176,66	13 039 418,06	12 193 792,37	12 519 787,86	14 615 844,26	18 113 760,64	147 412 206,91
Emprunts : encaissements en capital													
Flux en retour des avances	5 509 184,53	8 546 016,92	11 022 010,17	12 118 882,19	11 522 408,35	11 288 924,90	16 922 176,66	13 039 418,06	12 193 792,37	12 519 787,86	14 615 844,26	18 113 760,64	147 412 206,91
Dépôts et cautionnement													
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- TVA encaissée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>A. TOTAL</b>	49 326 638,65	43 825 584,83	74 087 636,20	65 833 636,42	40 726 786,97	42 547 527,38	72 089 403,60	111 817 294,29	74 065 820,25	103 049 229,43	76 171 476,67	95 635 330,75	849 176 365,44
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>	13 088 827,34	55 743 788,23	38 615 008,33	49 632 481,77	52 304 366,23	31 311 436,43	108 560 023,29	18 651 836,82	101 510 924,00	44 278 148,89	39 632 301,01	101 196 847,57	654 525 989,91
Personnel	2 069 788,07	2 426 726,71	2 653 770,17	2 545 202,46	2 304 632,46	2 252 582,47	2 582 848,82	2 333 624,43	2 408 703,36	2 521 954,98	2 415 554,78	3 227 922,72	29 743 311,43
Fonctionnement	224 225,21	656 625,08	722 953,73	3 725 866,37	664 113,83	4 704 992,99	711 992,89	610 742,40	334 480,28	1 359 021,80	4 688 843,43	1 339 898,21	19 743 756,22
Intervention	10 794 814,06	52 454 631,07	35 032 755,79	43 230 658,03	49 076 868,09	24 000 463,24	104 605 095,35	15 675 010,30	98 622 675,20	40 097 306,93	32 338 002,39	96 189 241,17	602 117 521,62
Investissement	0,00	205 805,37	205 528,64	130 754,91	258 751,85	353 397,73	660 086,23	32 459,69	145 065,16	299 865,18	189 900,41	439 785,47	2 921 400,64
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations non budgétaires</b>	878 431,00	10 669 024,00	10 355 593,00	7 801 476,00	8 643 343,00	2 218 053,00	29 340 112,00	3 136 519,00	5 723 611,00	8 358 266,00	7 625 480,00	14 700 670,00	109 450 578,00
Emprunts : encaissements en capital													
Avances versées sur travaux													
Dépôts et cautionnement	878 431,00	10 669 024,00	10 355 593,00	7 801 476,00	8 643 343,00	2 218 053,00	29 340 112,00	3 136 519,00	5 723 611,00	8 358 266,00	7 625 480,00	14 700 670,00	109 450 578,00
<b>Opérations gérées en comptes de tiers :</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110 678,61	1 110 678,61
- TVA décaissée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres décaissements d'opérations non rapprochées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110 678,61	1 110 678,61
<b>B. TOTAL</b>	13 967 258,34	66 412 812,23	48 970 601,33	57 433 957,77	60 947 709,23	33 529 489,43	137 900 135,29	21 788 355,82	107 234 535,00	52 636 414,89	47 257 781,01	117 008 196,18	765 087 246,52
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	35 359 380,31	-22 587 227,40	25 117 034,87	8 399 678,65	-20 220 922,26	9 018 037,95	-65 810 731,69	90 028 938,47	-33 168 714,75	50 412 814,54	28 913 695,66	-21 372 865,43	84 089 118,92
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	110 213 348,22	87 626 120,82	112 743 155,69	121 142 834,34	100 921 912,08	109 939 950,03	44 129 218,34	134 158 156,81	100 989 442,06	151 402 256,60	180 315 952,26	158 943 086,83	

## 4.8 Tableau 8 – Opérations liées aux recettes fléchées

Non applicable à l'AESN

## 4.9 Tableau 9 – Opérations pluriannuelles – réalisations

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Réalisation d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision	Compte financier 2019									Prévision N+1 et suivantes							
		Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures à N (2)	AE consommées les années antérieures à N (3)	AE reprogrammées ou reportées en N* (4)	AE nouvelles ouvertes en N (5)	TOTAL des AE ouvertes en N (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures à N (7)	CP consommés les années antérieures à N (8)	CP reprogrammés ou reportés en N* (9)	CP nouveaux ouverts en N (10)	TOTAL des CP ouverts en N (11) = (9) + (10)	AE prévues en N+1 (12)	CP prévus en N+1 (13)	AE prévues en N+2 (14)	CP prévus en N+2 (15)	AE prévues > N+2 (16)	CP prévus > N+2 (17)	
2019	Personnel					30				30	30								
	Fonctionnement					20				20	20								
	Intervention					695				695	602								
	Investissement					5				5	3								
	<b>Total Op.1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>750</b>	<b>750</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>655</b>	<b>655</b>	<b>0</b>	<b>748</b>	<b>0</b>	<b>707</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2020	Personnel					0				0	0								
	Fonctionnement					0				0	0								
	Intervention					0				0	0								
	Investissement					0				0	0								
	<b>Total Op.2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2021	Personnel					0				0	0								
	Fonctionnement					0				0	0								
	Intervention					0				0	0								
	Investissement					0				0	0								
	<b>Total Op.3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2022	Personnel					0				0	0								
	Fonctionnement					0				0	0								
	Intervention					0				0	0								
	Investissement					0				0	0								
	<b>Total Op.4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2023	Personnel					0				0	0								
	Fonctionnement					0				0	0								
	Intervention					0				0	0								
	Investissement					0				0	0								
	<b>Total Op.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2024	Personnel					0				0	0								
	Fonctionnement					0				0	0								
	Intervention					0				0	0								
	Investissement					0				0	0								
	<b>Total Op.6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ss total personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Ss total fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Ss total intervention</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>695</b>	<b>695</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>602</b>	<b>602</b>	<b>0</b>	<b>685</b>	<b>0</b>	<b>652</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Ss total investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>750</b>	<b>750</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>655</b>	<b>655</b>	<b>0</b>	<b>748</b>	<b>0</b>	<b>707</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	

\* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Réalisations de recettes

Opération	Nature	Réalisation	Réalisation N		Réalizations en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures à N (19)	Encaissement prévus en N (20)	Encaissements prévus en N+1 (21)	Encaissements prévus en N+2 (22)	Encaissements prévus > N+2 (23)
2019	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***	702			679	639	
	<b>Total Op.1</b>	<b>702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>679</b>	<b>639</b>	<b>0</b>
2020	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	<b>Total Op.2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2021	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	<b>Total Op.3</b>	<b>702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>679</b>	<b>639</b>	<b>0</b>
2022	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	<b>Total Op.4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2023	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	<b>Total Op.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2024	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	<b>Total Op.6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total financement de l'Etat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total autres financements publics</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total autres financements</b>	<b>702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>679</b>	<b>639</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>679</b>	<b>639</b>	<b>0</b>
pm	Hors budgétaire						
	flux en retour						
	<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>679</b>	<b>639</b>	<b>0</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

\*\*\* Recettes propres et autres recettes fléchés

#### 4.10 Tableau 10 – Synthèse budgétaire et comptable

##### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Compte financier 2019	Compte financier 2018
Stocks initiaux	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>	926 142 366,08	879 965 738
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	163 668 186,24	175 573 299
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	88 814 219,33	73 799 682
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	74 853 967,91	101 773 617
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	74 853 967,91	101 773 617	
Flux de l'année	<b>5 Autorisations d'engagement net des déagements</b>	713 969 255,10	766 458 018
	5.a Autorisations d'engagement	749 682 938,10	808 229 277
	5.b Déagements	-35 713 683,00	-41 771 259
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	64 057 772,03	77 922 269
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	64 333 915,17	69 511 743
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	99 062 778,93	-11 905 113
	<b>9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire</b>	37 961 628,91	-75 835 453
	Prélèvement de l'Etat	- 0,00	-67 107 167
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+/-	
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ 0,00	-13 337 649
	Intervention : avances sur travaux versées	- -109 450 578,00	-139 388 191
	Intervention : flux en retour des avances	+ 147 412 206,91	143 997 554
	Cautionnements et dépôts	- 0,00	0
	<b>10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	SENS -6 823 067,89	-6 653 068
	Variation des stocks	+/-	
	Charges sur créances irrécouvrables et charges non décaissables	- -7 017 315,41	-11 116 769
	Produits divers de gestion courante	+ 194 247,52	4 463 701
	<b>11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	SENS 20 686 049,29	16 614 484
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/- -91 207 647,24	-84 826 992
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/- 102 532 172,84	80 814 282
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/- 16 443 864,10	41 776 877	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/- -7 082 340,41	-21 149 683	
<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	47 238 168,62	53 968 924	
<b>13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	-36 850 950,30	80 888 573	
<b>14 Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>	84 089 118,92	-26 919 649	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée			
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	84 089 118,92	-26 919 649	
<b>15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>	14 973 660,01	15 014 536	
<b>16 Variation de restes à payer</b>	59 443 265,19	46 176 628	
Stocks finaux	<b>17 Niveau final de restes à payer</b>	985 585 631,27	926 142 366
	<b>18 Niveau final du fonds de roulement</b>	262 730 965,17	163 668 186
	<b>19 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	103 787 878,34	88 814 218
	<b>20 Niveau final de la trésorerie</b>	158 943 086,83	74 853 968
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	0,00	0
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	158 943 086,83	74 853 968	

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

## 5 TABLEAUX ANNEXES A L'INSTRUCTION DE PROGRAMME

---

L'instruction de programme établie en 2019 par le ministère chargé de l'environnement, pour le suivi du 11<sup>ème</sup> programme des agences de l'eau, définit les différents tableaux de reporting pluriannuel qui doivent être élaborés, essentiellement au moment des budgets et des comptes financiers annuels.

Ces tableaux sont complémentaires aux éléments de synthèse présentés dans le présent rapport de gestion, pour les lecteurs qui souhaiteraient des informations plus complètes.

Ils présentent de façon détaillée les chiffres annuels de 2019, resitués au sein des années du programme (réalisé pour le passé et prévisionnel pour le futur). Ils permettront de suivre tout au long du programme :

- l'évolution des aides attribuées chaque année ;
- les conséquences de ces engagements en termes de dépenses prévisionnelles pour les années futures ;
- la vie des engagements en cours (paiements déjà réalisés, et restes à payer).

### Suivi du plafond pluriannuel des dépenses en euros (« tableau 2 »)

Ce tableau a pour objet de suivre l'exécution du programme dans le respect de l'arrêté de cadrage des dépenses. Les autorisations d'engagement sont ventilées par ligne programme, par domaine d'intervention et par année sur la durée du programme.

### Suivi annuel du plafond de redevances en euros (« tableau 3 »)

Ce tableau a pour objet à la fois le suivi du plafond de redevances encaissées et des autres recettes encaissées par l'agence, notamment les retours d'avances remboursables. Les encaissements de redevances sont détaillés par origine ou type de redevances.

### Suivi de l'équilibre financier pluriannuel en euros (« tableau 4 »)

Ce tableau retrace l'ensemble des dépenses et des recettes sur la durée du programme. Il est présenté en pluriannuel à partir des tableaux de la circulaire budgétaire relatifs aux dépenses par destination en CP (solde budgétaire) et à l'équilibre financier (variation de trésorerie).

### Suivi des engagements et des paiements du programme en cours et synthèse des paiements des programmes antérieurs en euros (« tableaux 5-1 et 5-2 »)

Le tableau 5-1 présente le suivi annuel des engagements (autorisations d'engagement et avances remboursables) et des paiements (crédits de paiement et décaissements) du programme en cours, par domaine et par ligne programme, faisant apparaître les dégagements effectués.

Le tableau 5-2 présente une synthèse annuelle des dépenses restant à verser sur les programmes antérieurs.

### Plan de trésorerie en euros (« tableau 6 »)

Conformément à l'arrêté du 9 juillet 2015 relatif aux modalités d'exercice du contrôle budgétaire sur les agences de l'eau, les comptes rendus de gestion mentionnés au second alinéa de l'article 223 du décret du 7 novembre 2012, comprenant notamment le plan de trésorerie, sont transmis au contrôleur budgétaire, au moins deux fois par an, avant le 31 mai et avant le 30 septembre, sauf dérogation accordée par celui-ci.

## Annexe IP 2 Suivi du plafond pluriannuel des dépenses

2. SUIVI DU PLAFOND PLURIANNUEL DES DEPENSES en euros								
Les qualifications des destinations sont propres à l'organisme et décidées en accord avec les tutelles (AE : Autorisations d'engagement)								
Agence de l'eau : Mis à jour le :								
DESTINATION	2019 (exécution)	2020 (prévisionnel)	2021 (projection)	2022 (projection)	2023 (projection)	2024 (projection)	Total	Plafond d'AE - Arrêté du 13 mars 2019
	AE							
41 Fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	7 281 682.36 €	9 276 868.88 €	8 000 000.00 €	8 000 000.00 €	8 000 000.00 €	8 000 000.00 €	48 558 551.24 €	
42 Immobilisations	5 052 722.35 €	7 104 357.00 €	5 800 000.00 €	5 800 000.00 €	5 800 000.00 €	5 800 000.00 €	35 357 079.35 €	Domaine 0
43 Personnel	29 720 458.20 €	30 550 527.88 €	30 700 000.00 €	30 700 000.00 €	30 700 000.00 €	30 700 000.00 €	183 070 986.08 €	
<b>D0 Total Domaine 0 - Dépenses propres des agences de l'eau</b>	<b>42 054 862.91 €</b>	<b>46 931 753.76 €</b>	<b>44 500 000.00 €</b>	<b>266 986 616.67 €</b>	<b>267 000 000.00 €</b>			
29 Planification et gestion à l'échelle du Bassin et des sous Bassins	2 745 309.00 €	5 125 000.00 €	5 225 000.00 €	5 275 000.00 €	5 325 000.00 €	5 450 000.00 €	29 145 309.00 €	
31 Études générales	7 211 469.61 €	4 510 000.00 €	4 598 000.00 €	4 642 000.00 €	4 686 000.00 €	4 796 000.00 €	30 443 469.61 €	
32 Connaissance et surveillance environnementales	18 438 000.61 €	14 780 000.00 €	15 048 000.00 €	15 192 000.00 €	15 336 000.00 €	15 696 000.00 €	94 470 000.61 €	
33 Action internationale	3 324 656.00 €	5 945 000.00 €	6 061 000.00 €	6 119 000.00 €	6 177 000.00 €	6 322 000.00 €	33 948 656.00 €	Domaine 1
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	3 236 466.00 €	3 416 700.00 €	3 483 333.33 €	3 516 666.67 €	3 550 000.00 €	3 633 333.33 €	20 836 499.33 €	
48 Dépenses courantes liées aux redevances	3 402 407.90 €	4 300 000.00 €	3 700 000.00 €	3 700 000.00 €	3 700 000.00 €	3 700 000.00 €	22 502 407.90 €	
49 Dépenses courantes liées aux interventions	145 009.99 €	220 000.00 €	700 000.00 €	700 000.00 €	700 000.00 €	700 000.00 €	3 165 009.99 €	
<b>D1 Total Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvernance</b>	<b>38 503 319.11 €</b>	<b>38 276 700.00 €</b>	<b>38 815 333.33 €</b>	<b>39 144 666.67 €</b>	<b>39 474 000.00 €</b>	<b>40 297 333.33 €</b>	<b>234 511 352.44 €</b>	<b>244 000 000.00 €</b>
12 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Réseaux	112 511 543.00 €	128 477 200.00 €	144 493 863.64 €	153 184 553.87 €	158 741 388.89 €	162 662 895.62 €	858 071 445.02 €	Domaine 2
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau	5 584 637.00 €	3 075 000.00 €	3 135 000.00 €	3 165 000.00 €	3 195 000.00 €	3 270 000.00 €	21 424 637.00 €	
<b>D2 Total Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau (eau potable et assainissement)</b>	<b>270 392 674.00 €</b>	<b>261 943 500.00 €</b>	<b>282 603 419.58 €</b>	<b>292 615 732.36 €</b>	<b>299 494 189.93 €</b>	<b>306 719 753.02 €</b>	<b>1 713 769 268.90 €</b>	<b>1 812 000 000.00 €</b>
13 Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles	19 217 991.00 €	27 361 600.00 €	36 575 000.00 €	36 925 000.00 €	37 275 000.00 €	38 150 000.00 €	195 504 591.00 €	
16 Gestion des eaux pluviales	9 676 120.00 €	36 975 000.00 €	27 895 454.55 €	28 162 396.69 €	28 429 338.84 €	29 096 694.21 €	159 135 004.30 €	
18 Lutte contre les pollutions d'origine agricole	91 625 661.58 €	78 000 000.00 €	52 350 000.00 €	52 800 000.00 €	53 300 000.00 €	54 625 000.00 €	380 700 661.58 €	Domaine 3
21 Gestion quantitative de la ressource en eau	6 316 711.00 €	7 682 200.00 €	7 832 045.93 €	7 906 993.74 €	7 981 941.54 €	8 169 311.06 €	45 889 203.28 €	
23 Protection de la ressource en eau	15 843 322.00 €	13 228 900.00 €	13 487 031.25 €	13 616 063.75 €	13 745 156.25 €	14 067 812.50 €	83 988 315.75 €	
24 Restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes	59 416 740.00 €	55 599 400.00 €	56 694 687.96 €	57 256 634.47 €	57 799 531.95 €	59 128 202.08 €	345 895 196.46 €	
<b>D3 Total Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité</b>	<b>202 096 545.58 €</b>	<b>215 747 100.00 €</b>	<b>194 834 219.69 €</b>	<b>196 667 118.65 €</b>	<b>198 530 968.58 €</b>	<b>203 237 019.86 €</b>	<b>1 211 112 972.37 €</b>	<b>1 296 000 000.00 €</b>
17 Primes de performance épuratoire	77 797 396.85 €	78 370 000.00 €	67 440 000.00 €	67 440 000.00 €	67 440 000.00 €	67 440 000.00 €	365 927 396.85 €	Primes
Primes mentionnées à l'article L.213-9-2 du code de l'environnement	77 797 396.85 €	78 370 000.00 €	67 440 000.00 €	67 440 000.00 €	67 440 000.00 €	67 440 000.00 €	365 927 396.85 €	378 000 000.00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES SOUS PLAFOND</b>	<b>630 844 798.45 €</b>	<b>641 269 053.76 €</b>	<b>628 192 972.61 €</b>	<b>630 367 517.68 €</b>	<b>629 439 158.51 €</b>	<b>632 194 106.22 €</b>	<b>3 792 307 607.23 €</b>	<b>3 997 000 000.00 €</b>
44 Charges de régularisation : remboursement de redevances	12 417 997.65 €	16 000 000.00 €	8 200 000.00 €	8 200 000.00 €	8 200 000.00 €	8 200 000.00 €	61 217 997.65 €	
50 Contribution aux opérateurs (AFB, ONCFS, OFB, EPMP, autres établissements publics, ...)	106 420 142.00 €	130 000 000.00 €	120 000 000.00 €	130 000 000.00 €	120 000 000.00 €	120 000 000.00 €	726 420 142.00 €	
dont contribution à l'AFB et ONCFS, puis l'OFB							- €	
dont contribution à l'EPMP							- €	
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES HORS PLAFOND ET HORS DOMAINE</b>	<b>118 838 139.65 €</b>	<b>146 000 000.00 €</b>	<b>128 200 000.00 €</b>	<b>138 200 000.00 €</b>	<b>128 200 000.00 €</b>	<b>128 200 000.00 €</b>	<b>787 638 139.65 €</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>749 682 938.10 €</b>	<b>787 269 053.76 €</b>	<b>756 392 972.61 €</b>	<b>768 567 517.68 €</b>	<b>757 639 158.51 €</b>	<b>760 394 106.22 €</b>	<b>4 579 945 746.88 €</b>	
Pour chaque ligne programme concernée par une dépenses mutualisée, prévoir sous-lignes dédiées :								
<i>Pour l'agence pilote de l'opération mutualisée en charge de la dépense totale :</i>								
Montant total engagé dans le cadre du marché mutualisé (1)								
Montants engagés par les autres agences dans le cadre de ce marché (2)								
Montant sous plafond consommé par l'agence (1)+(2)								
<i>Pour les agences remboursant à l'agence pilote de la dépense mutualisée :</i>								
Montant engagé dans le cadre du marché mutualisé								
	2019 (exécution)	2020 (prévisionnel)	2021 (projection)	2022 (projection)	2023 (projection)	2024 (projection)	Total	Plafond d'Avances remboursables - Arrêté du 13 mars 2019
<b>AVANCES REMBOURSABLES ENGAGEES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERVENTION</b>	<b>81 276 958.00 €</b>	<b>88 991 000.00 €</b>	<b>87 039 178.92 €</b>	<b>93 634 008.12 €</b>	<b>98 646 345.75 €</b>	<b>102 492 977.23 €</b>	<b>552 080 468.02 €</b>	<b>560 000 000.00 €</b>

### Annexe IP 3 : Suivi annuel du plafond de redevances (en €)

#### 3. SUIVI ANNUEL DE REDEVANCES en euros

Agence de l'eau :							
Mis à jour le :							
en Euros	2019 (exécution)	2020 (prévisionnel)	2021 (projection)	2022 (projection)	2023 (projection)	2024 (projection)	TOTAL
<b>Redevances pour pollution de l'eau d'origine non domestique</b>							
Industries	14 784 478.37 €	16 316 400.00 €	14 874 215.23 €	14 353 615.60 €	13 851 238.93 €	13 447 214.24 €	87 627 162.37 €
Élevage	634 953.30 €	462 400.00 €	497 600.00 €	500 000.00 €	500 000.00 €	500 000.00 €	3 094 953.30 €
<b>Total Redevances Pollution non domestique</b>	<b>15 419 431.67 €</b>	<b>16 778 800.00 €</b>	<b>15 371 815.23 €</b>	<b>14 853 615.60 €</b>	<b>14 351 238.93 €</b>	<b>13 947 214.24 €</b>	<b>90 722 115.67 €</b>
<b>Redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique</b>							
<b>Total Redevances Pollution domestique</b>	<b>361 180 392.08 €</b>	<b>344 516 600.00 €</b>	<b>343 853 066.14 €</b>	<b>2 081 109 256.64 €</b>			
<b>Redevances pour modernisation des réseaux de collecte</b>							
Assujettis à la redevance pollution non domestique	4 639 936.32 €	8 206 000.00 €	8 164 800.00 €	7 879 032.00 €	7 603 265.88 €	7 337 151.57 €	43 830 185.77 €
Assujettis à la redevance pollution domestique	180 336 164.35 €	157 990 000.00 €	157 990 000.00 €	157 990 000.00 €	157 990 000.00 €	157 990 000.00 €	970 286 164.35 €
<b>Total Redevances Modernisation réseaux</b>	<b>184 976 100.67 €</b>	<b>166 196 000.00 €</b>	<b>166 154 800.00 €</b>	<b>165 869 032.00 €</b>	<b>165 593 265.88 €</b>	<b>165 327 151.57 €</b>	<b>1 014 116 350.12 €</b>
<b>Redevances pour pollutions diffuses sur le bassin</b>							
<b>Total Redevances Pollutions diffuses</b>	<b>37 850 780.59 €</b>	<b>49 300 000.00 €</b>	<b>39 000 000.00 €</b>	<b>37 440 000.00 €</b>	<b>35 942 400.00 €</b>	<b>34 504 704.00 €</b>	<b>234 037 884.59 €</b>
<b>Redevances pour prélèvement sur la ressource en eau</b>							
Irrigation	3 014 469.28 €	3 091 000.00 €	3 090 981.70 €	3 090 981.70 €	3 090 981.70 €	3 090 981.70 €	18 469 396.08 €
Alimentation en eau potable	82 553 318.32 €	60 252 500.00 €	60 252 523.15 €	60 252 523.15 €	75 315 653.94 €	75 315 653.94 €	413 942 172.49 €
Alimentation d'un canal	130 775.96 €	316 000.00 €	316 043.42 €	316 043.42 €	316 043.42 €	316 043.42 €	1 710 949.65 €
Installations hydroélectriques	7 129.39 €	57 500.00 €	50 000.00 €	50 000.00 €	74 750.00 €	83 000.00 €	322 379.39 €
Refroidissement industriel		2 484 500.00 €	2 484 541.80 €	2 484 541.80 €	2 484 541.80 €	2 484 541.80 €	12 422 667.20 €
Autres usages économiques	8 962 783.33 €	7 557 700.00 €	7 557 714.00 €	7 557 714.00 €	7 557 714.00 €	7 557 714.00 €	46 751 339.33 €
<b>Total Redevances Prélèvement</b>	<b>94 668 476.28 €</b>	<b>73 759 200.00 €</b>	<b>73 751 804.07 €</b>	<b>73 751 804.07 €</b>	<b>88 839 684.86 €</b>	<b>88 847 934.86 €</b>	<b>493 618 904.14 €</b>
<b>Redevance pour stockage en période d'étiage</b>							
<b>Total Redevance Stockage</b>	<b>- €</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>10 000.00 €</b>	<b>50 000.00 €</b>
<b>Redevance pour obstacles sur les cours d'eau</b>							
<b>Total Redevance Obstacles</b>	<b>825.00 €</b>	<b>32 500.00 €</b>	<b>33 750.00 €</b>	<b>35 000.00 €</b>	<b>35 000.00 €</b>	<b>35 000.00 €</b>	<b>172 075.00 €</b>
<b>Redevance pour protection du milieu aquatique</b>							
<b>Total Redevance Protection milieu</b>	<b>866 758.37 €</b>	<b>892 500.00 €</b>	<b>897 500.00 €</b>	<b>900 000.00 €</b>	<b>900 000.00 €</b>	<b>900 000.00 €</b>	<b>5 356 758.37 €</b>
<b>Redevance cynégétique + Droit de timbre</b>							
<b>Total Redevance Cynégétique</b>	<b>- €</b>						
<b>TOTAL FISCALITE AFFECTEE</b>	<b>694 962 764.66 €</b>	<b>651 485 600.00 €</b>	<b>639 072 735.44 €</b>	<b>636 712 517.81 €</b>	<b>649 524 655.80 €</b>	<b>647 425 070.81 €</b>	<b>3 919 183 344.53 €</b>
<b>RECETTES PROPRES ET AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS</b>							
Remboursement des prêts et avances *	5 216 401.18 €	- €	- €	- €	- €	- €	5 216 401.18 €
	147 365 503.01 €	143 600 000.00 €	140 500 000.00 €	137 200 000.00 €	134 300 000.00 €	134 000 000.00 €	836 965 503.01 €
* : hors conversion d'avances en subventions							- €
Conversions d'avances							- €
<b>AUTRES RECETTES (*)</b>	<b>45 973.00 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>45 973.00 €</b>
<b>TOTAL DES ENCAISSEMENTS</b>	<b>847 590 641.85 €</b>	<b>795 085 600.00 €</b>	<b>779 572 735.44 €</b>	<b>773 912 517.81 €</b>	<b>783 824 655.80 €</b>	<b>781 425 070.81 €</b>	<b>4 761 411 221.72 €</b>



# Annexe IP 5.1 : Suivi des engagements et des paiements du programme en cours et synthèse des paiements des programmes antérieurs (en €)

## 5-1. SUIVI DES ENGAGEMENTS ET DES PAIEMENTS RELATIFS AU PROGRAMME EN COURS en euros

Les qualifications des destinations sont propres à l'organisme et décidées en accord avec les tutelles (AE : Autorisations d'engagement - CP : Crédits de Paiement)

5-1. SUIVI DES ENGAGEMENTS ET DES PAIEMENTS RELATIFS AU PROGRAMME EN COURS en euros													
Les qualifications des destinations sont propres à l'organisme et décidées en accord avec les tutelles (AE : Autorisations d'engagement - CP : Crédits de Paiement)													
Agence de l'eau :													
Mis à jour le :													
DESTINATION	Autorisations d'Engagement (AE)						Retraits d'AE non restitués			Crédits de paiements (CP) du 11ème Programme			Restes à payer
	Total des dotations d'AE initiales du 11ème Programme	Total des dotations actualisées du programme révisé	Engagements des exercices antérieurs à l'année N soit au 31/12/N-1	Engagements de l'année N	Cumul des AE au 31/12/N	Taux d'exécution des AE	Cumul des retraits d'engagements antérieurs à l'année N soit au 31/12/N-1	Annulations - Réductions de l'année N	Cumul des retraits d'engagement au 31/12/N	Cumul des CP des années antérieures à l'année N soit au 31/12/N-1	CP de l'année N	Cumul des CP au 31/12/N	Situation au 31/12/N
	A = 6 ans	B = 6 ans	C = Juste années passées du programme en cours	D (*)	E = C+D	F = E / A si A=B ou F = E / B si A différent de B	G	H (**)	I = G+H	J	K	L = J+K	M = E-L
41 Fonctionnement, hors amortissements, hors personnel	48 000 000,00 €	48 000 000,00 €		7 281 682,36 €	7 281 682,36 €	15,17%		- €			7 281 682,36 €	7 281 682,36 €	- €
42 Immobilisations	34 800 000,00 €	34 800 000,00 €		5 052 722,35 €	5 052 722,35 €	14,52%		- €		5 052 722,35 €	5 052 722,35 €	- €	
43 Personnel	184 200 000,00 €	184 200 000,00 €		29 720 458,20 €	29 720 458,20 €	16,13%		- €		29 720 458,20 €	29 720 458,20 €	- €	
<b>D0 Total Domaine 0 - Dépenses propres des agences de l'eau</b>	<b>267 000 000,00 €</b>	<b>267 000 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>42 054 862,91 €</b>	<b>42 054 862,91 €</b>	<b>15,75%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>42 054 862,91 €</b>	<b>42 054 862,91 €</b>	<b>- €</b>
29 Planification et gestion à l'échelle du Bassin et des sous Bassins	30 000 000,00 €	30 000 000,00 €		2 745 309,00 €	2 745 309,00 €	9,15%		- €		860 654,00 €	860 654,00 €	1 884 655,00 €	
31 Études générales	26 400 000,00 €	26 400 000,00 €		7 211 469,61 €	7 211 469,61 €	27,32%		- €		851 878,00 €	851 878,00 €	6 359 591,61 €	
32 Connaissance et surveillance environnementales	86 400 000,00 €	86 400 000,00 €		18 438 000,61 €	18 438 000,61 €	21,34%		- €		579 923,00 €	579 923,00 €	17 858 077,61 €	
33 Action internationale	34 800 000,00 €	34 800 000,00 €		3 324 656,00 €	3 324 656,00 €	9,55%		- €		949 140,00 €	949 140,00 €	2 375 516,00 €	
34 Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	20 000 000,00 €	20 000 000,00 €		3 236 466,00 €	3 236 466,00 €	16,18%		- €		2 439 828,00 €	2 439 828,00 €	796 638,00 €	
48 Dépenses courantes liées aux redevances	22 200 000,00 €	22 200 000,00 €		3 402 407,90 €	3 402 407,90 €	15,33%		- €		3 407 485,69 €	3 407 485,69 €	5 077,79 €	
49 Dépenses courantes liées aux interventions	4 200 000,00 €	4 200 000,00 €		145 009,99 €	145 009,99 €	3,45%		- €		125 123,01 €	125 123,01 €	19 886,98 €	
<b>D1 Total Domaine 1 - Actions de connaissance, de planification et de gouvernance</b>	<b>224 000 000,00 €</b>	<b>224 000 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>38 503 319,11 €</b>	<b>38 503 319,11 €</b>	<b>17,19%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>9 214 031,70 €</b>	<b>9 214 031,70 €</b>	<b>29 289 287,41 €</b>	
11 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Traitement	413 153 526,97 €	413 153 526,97 €		97 894 201,00 €	97 894 201,00 €	23,69%		- €		13 459 188,00 €	13 459 188,00 €	84 435 013,00 €	
12 Lutte contre les pollutions domestiques et assimilées par temps sec : Réseaux	883 063 973,06 €	883 063 973,06 €		112 511 543,00 €	112 511 543,00 €	12,74%		- €		17 118 012,00 €	17 118 012,00 €	95 393 531,00 €	
15 Assistance technique dans le domaine de l'eau	18 000 000,00 €	18 000 000,00 €		5 584 637,00 €	5 584 637,00 €	31,03%		- €		789 259,00 €	789 259,00 €	4 795 378,00 €	
25 Amélioration de la qualité du service d'eau potable	361 820 000,00 €	361 820 000,00 €		54 402 293,00 €	54 402 293,00 €	15,04%		- €		12 537 386,00 €	12 537 386,00 €	41 864 907,00 €	
<b>D2 Total Domaine 2 - Mesures générales de gestion de l'eau (eau potable et assainissement)</b>	<b>1 676 037 500,03 €</b>	<b>1 676 037 500,03 €</b>	<b>- €</b>	<b>270 392 674,00 €</b>	<b>270 392 674,00 €</b>	<b>16,13%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>43 903 845,00 €</b>	<b>43 903 845,00 €</b>	<b>226 488 828,00 €</b>	
13 Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles	210 000 000,00 €	210 000 000,00 €		19 217 991,00 €	19 217 991,00 €	9,15%		- €		4 498 852,00 €	4 498 852,00 €	14 719 139,00 €	
16 Gestion des eaux pluviales	160 165 289,26 €	160 165 289,26 €		9 676 120,00 €	9 676 120,00 €	6,04%		- €		692 617,00 €	692 617,00 €	8 983 503,00 €	
18 Lutte contre les pollutions d'origine agricole	305 000 000,00 €	305 000 000,00 €		91 625 661,58 €	91 625 661,58 €	30,04%		- €		20 731 815,00 €	20 731 815,00 €	70 893 846,58 €	
21 Gestion quantitative de la ressource en eau	44 968 684,76 €	44 968 684,76 €		6 316 711,00 €	6 316 711,00 €	14,05%		- €		1 740 017,00 €	1 740 017,00 €	4 576 694,00 €	
24 Restauration et gestion des milieux, habitats et écosystèmes	323 833 580,98 €	323 833 580,98 €		59 416 740,00 €	59 416 740,00 €	18,35%		- €		16 974 133,00 €	16 974 133,00 €	42 442 607,00 €	
<b>D3 Total Domaine 3 - Mesures territoriales de gestion de l'eau et de la biodiversité</b>	<b>1 121 405 055,00 €</b>	<b>1 121 405 055,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>202 096 545,58 €</b>	<b>202 096 545,58 €</b>	<b>18,02%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>49 560 554,00 €</b>	<b>49 560 554,00 €</b>	<b>152 535 991,58 €</b>	
17 Primes de performance épuratoire	330 000 000,00 €	330 000 000,00 €		77 797 396,85 €	77 797 396,85 €	23,57%		- €		77 797 396,85 €	77 797 396,85 €	- €	
<b>Primes mentionnées à l'article L213-2 du code de l'environnement</b>	<b>330 000 000,00 €</b>	<b>330 000 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>77 797 396,85 €</b>	<b>77 797 396,85 €</b>	<b>23,57%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>77 797 396,85 €</b>	<b>77 797 396,85 €</b>	<b>- €</b>	
44 Charges de régularisation : remboursement de redevances	49 200 000,00 €	49 200 000,00 €		12 417 997,65 €	12 417 997,65 €	25,24%		- €		12 417 997,65 €	12 417 997,65 €	- €	
50 Contribution aux opérateurs (AFB, ONCFS, OFB, EPMP, autres établissements publics, ...)	730 000 000,00 €	730 000 000,00 €		106 420 142,00 €	106 420 142,00 €	14,58%		- €		106 420 142,00 €	106 420 142,00 €	- €	
60 Écritement des redevances reversé au budget général de l'Etat								- €				- €	
<b>Hors domaine Hors plafond</b>	<b>779 200 000,00 €</b>	<b>779 200 000,00 €</b>	<b>- €</b>	<b>118 838 139,65 €</b>	<b>118 838 139,65 €</b>	<b>15,25%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>118 838 139,65 €</b>	<b>118 838 139,65 €</b>	<b>- €</b>	
<b>Total</b>	<b>4 397 642 555,03 €</b>	<b>4 397 642 555,03 €</b>	<b>- €</b>	<b>749 682 938,10 €</b>	<b>749 682 938,10 €</b>	<b>17,05%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>341 368 830,11 €</b>	<b>341 368 830,11 €</b>	<b>408 314 107,99 €</b>	

5-1. SUIVI DES ENGAGEMENTS ET DES PAIEMENTS RELATIFS AU PROGRAMME EN COURS en euros													
Les qualifications des destinations sont propres à l'organisme et décidées en accord avec les tutelles (AE : Autorisations d'engagement - CP : Crédits de Paiement)													
Agence de l'eau :													
Mis à jour le :													
AVANCES REMBOURSABLES ENGAGEES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERVENTION	Avances Remboursables						Retraits d'avances non restituées			Paiements du 11ème Programme			Restes à décaisser
	Total des dotations d'Avances initiales du 11ème Programme	Total des dotations actualisées du programme révisé	Engagements des exercices antérieurs au 31/12/N-1	Engagements de l'année N	Cumul des Avances au 31/12/N	Taux d'exécution des AE	Cumul des retraits d'avances des exercices antérieurs à l'année N soit au 31/12/N-1	Annulations d'Avances au cours de l'année N	Cumul des annulations d'Avances au 31/12/N	Cumul des Avances des années antérieures à l'année N soit au 31/12/N-1	Avances versées de l'année N	Cumul des Avances versées au 31/12/N	Situation au 31/12/N
	A	B	C	D (*)	E = C+D	F = E / A si A=B ou F = E / B si A différent de B	G	H (**)	I = G+H	J	K	L = J+K	M = E-L
<b>Total</b>	<b>517 557 444,97 €</b>	<b>517 557 444,97 €</b>	<b>- €</b>	<b>81 276 958,00 €</b>	<b>81 276 958,00 €</b>	<b>15,70%</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>55 718 002,00 €</b>	<b>55 718 002,00 €</b>	<b>25 558 956,00 €</b>

## Annexe IP 5-2 : Synthèse des paiements des programmes antérieurs (en €)

en Euros	Décisions nettes d'engagements actualisés au 31/12/N	Paiements				Restes à décaisser au 31/12/N
		Cumul des paiements des années antérieures au 31/12/N-1	Somme des paiements prévus au cours de l'année N	Somme des paiements réalisés au cours de l'année N	Total des paiements au 31/12/N	
	1	2	3	4	5=2+4	6=1-5
6ème PROGRAMME					- €	- €
7ème PROGRAMME					- €	- €
8ème PROGRAMME	3 235 572 746.00 €	3 235 466 952.00 €			3 235 466 952.00 €	105 794.00 €
9ème PROGRAMME	4 799 946 992.34 €	4 758 953 901.00 €		11 325 156.34 €	4 770 279 057.34 €	29 667 935.00 €
10ème PROGRAMME	5 417 285 706.82 €	4 583 541 460.32 €		294 657 846.49 €	4 878 199 306.81 €	539 086 400.01 €
TOTAL Programmes antérieurs	13 452 805 445.16 €	12 577 962 313.32 €	- €	305 983 002.83 €	12 883 945 316.15 €	568 860 129.01 €

Annexe IP 6 : Plan de trésorerie (en €)

6. PLAN DE TRESORERIE en euros

MOIS	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
<b>SOLDE INITIAL (début de mois) (1)</b>	74 853 968 €	110 213 348 €	87 626 121 €	112 743 156 €	121 142 834 €	100 921 912 €	109 939 950 €	44 129 218 €	134 158 157 €	100 989 442 €	151 402 257 €	180 315 952 €	
<b>ENCAISSEMENTS</b>	49 326 639 €	43 825 585 €	74 087 636 €	65 833 636 €	40 726 787 €	42 547 527 €	72 089 404 €	111 817 294 €	74 065 820 €	103 048 498 €	76 171 477 €	95 635 331 €	849 175 634 €
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	43 817 454 €	35 279 568 €	63 065 626 €	53 714 754 €	29 204 379 €	31 258 602 €	55 167 227 €	98 777 876 €	61 872 028 €	90 529 442 €	61 555 632 €	77 521 570 €	701 764 159 €
Subvention pour charges de service public													- €
Autres financements de l'Etat													- €
Fiscalité affectée	43 624 482 €	34 933 145 €	61 695 244 €	53 511 737 €	28 959 567 €	31 090 009 €	54 077 358 €	98 415 123 €	61 700 292 €	90 372 740 €	61 278 426 €	76 889 636 €	696 547 757 €
Autres financements publics													- €
Ressources propres	192 972 €	346 423 €	1 370 382 €	203 017 €	244 812 €	168 594 €	1 089 868 €	362 754 €	171 736 €	156 702 €	277 207 €	631 934 €	5 216 401 €
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Financements de l'Etat fléchés													- €
Autres financements publics fléchés													- €
Mécénats fléchés													- €
Autres recettes fléchées													- €
<b>Opérations non budgétaires</b>	5 509 185 €	8 546 017 €	11 022 010 €	12 118 882 €	11 522 408 €	11 288 925 €	16 922 177 €	13 039 418 €	12 193 792 €	12 519 057 €	14 615 844 €	18 113 761 €	147 411 476 €
Emprunts : encaissements en capital	5 509 185 €	8 546 017 €	11 022 010 €	12 118 882 €	11 522 408 €	11 288 925 €	16 922 177 €	13 039 418 €	12 193 792 €	12 519 057 €	14 615 844 €	18 113 761 €	147 411 476 €
Retours d'avances remboursables													- €
Retours d'avances converties (en subventions ou avances)													- €
Opérations gérées en comptes de tiers													- €
- TVA encaissée													- €
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements													- €
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													- €
<b>A. TOTAL</b>	49 326 639 €	43 825 585 €	74 087 636 €	65 833 636 €	40 726 787 €	42 547 527 €	72 089 404 €	111 817 294 €	74 065 820 €	103 048 498 €	76 171 477 €	95 635 331 €	849 175 634 €
<b>DECAISSEMENTS</b>	13 967 258 €	66 412 812 €	48 970 601 €	57 433 958 €	60 947 709 €	33 529 489 €	137 900 135 €	21 788 356 €	107 234 535 €	52 635 684 €	47 257 781 €	117 008 196 €	765 086 516 €
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>	13 088 827 €	55 743 788 €	38 615 008 €	49 632 482 €	52 304 366 €	31 311 436 €	108 560 023 €	18 651 837 €	101 510 924 €	44 278 149 €	39 632 301 €	101 196 848 €	654 525 990 €
Personnel	2 069 788 €	2 426 727 €	2 653 770 €	2 545 202 €	2 304 632 €	2 252 582 €	2 582 849 €	2 333 624 €	2 408 703 €	2 521 955 €	2 415 555 €	3 227 923 €	29 743 311 €
Fonctionnement	224 225 €	656 625 €	722 954 €	3 725 866 €	664 114 €	4 704 993 €	711 993 €	610 742 €	334 480 €	1 359 022 €	4 688 843 €	1 339 898 €	19 743 756 €
Intervention	10 794 814 €	52 454 631 €	35 032 756 €	43 230 658 €	49 076 868 €	24 000 463 €	104 605 095 €	15 675 010 €	98 622 675 €	40 097 307 €	32 338 002 €	96 189 241 €	602 117 522 €
Investissement	- €	205 805 €	205 529 €	130 755 €	258 752 €	353 398 €	660 086 €	32 460 €	145 065 €	299 865 €	189 900 €	439 785 €	2 921 401 €
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Personnel													- €
Fonctionnement													- €
Intervention													- €
Investissement													- €
<b>Opérations non budgétaires</b>	878 431 €	10 669 024 €	10 355 593 €	7 801 476 €	8 643 343 €	2 218 053 €	29 340 112 €	3 136 519 €	5 723 611 €	8 357 535 €	7 625 480 €	15 811 349 €	110 560 526 €
Emprunts : remboursements en capital	878 431 €	10 669 024 €	10 355 593 €	7 801 476 €	8 643 343 €	2 218 053 €	29 340 112 €	3 136 519 €	5 723 611 €	8 357 535 €	7 625 480 €	14 700 670 €	109 449 847 €
Versements d'avances remboursables													- €
Versements d'avances convertibles													- €
Opérations gérées en comptes de tiers													- €
- TVA décaissée												1 110 679 €	- €
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements													- €
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers													- €
<b>B. TOTAL</b>	13 967 258 €	66 412 812 €	48 970 601 €	57 433 958 €	60 947 709 €	33 529 489 €	137 900 135 €	21 788 356 €	107 234 535 €	52 635 684 €	47 257 781 €	117 008 196 €	765 086 516 €
<b>SOLDE DU MOIS = A - B (2)</b>	35 359 380 €	- 22 587 227 €	25 117 035 €	8 399 679 €	- 20 220 922 €	9 018 038 €	- 65 810 732 €	90 028 938 €	- 33 168 715 €	50 412 815 €	28 913 696 €	- 21 372 865 €	84 089 119 €
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	110 213 348 €	87 626 121 €	112 743 156 €	121 142 834 €	100 921 912 €	109 939 950 €	44 129 218 €	134 158 157 €	100 989 442 €	151 402 257 €	180 315 952 €	158 943 087 €	
<b>Ecarts (période transitoire GBCP) [3]</b>													- €
<b>SOLDE CUMULE [1] + [2] + [3]</b>	110 213 348 €	87 626 121 €	112 743 156 €	121 142 834 €	100 921 912 €	109 939 950 €	44 129 218 €	134 158 157 €	100 989 442 €	151 402 257 €	180 315 952 €	158 943 087 €	



# COMPTE FINANCIER

## Exercice 2019

Présenté par M. l'Agent Comptable

A Nanterre le 10 mars 2020

L'Agent Comptable,

Stéphane LIARD

# Sommaire du compte financier

## Etats réglementaires:

- Bilan p. 3
- Compte de résultat p. 7
- Tableau d'évolution de la situation patrimoniale p. 11
- Annexe p. 12

## Etats budgétaires

# Bilan - actif

ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE	2019			2018
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>	47 833 797,61	42 377 265,32	5 456 532,29	5 706 068,04
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	6 196 043,68	917,34	6 195 126,34	6 156 000,28
Constructions	51 957 024,22	28 725 736,46	23 231 287,76	24 481 616,89
Installations techniques, matériels, et outillage	543 487,61	452 618,83	90 868,78	69 384,11
Collections	130 159,21		130 159,21	130 159,21
Biens historiques et culturels			-	-
Autres immobilisations corporelles	4 994 787,81	4 158 668,97	836 118,84	771 609,67
Immobilisations mises en concession			-	-
Immobilisations corporelles en cours	1 354 848,07		1 354 848,07	976 364,73
Avances et acomptes sur commandes			-	-
<b>Immobilisations financières</b>	1 228 544 035,72	489 184,29	1 228 054 851,43	1 264 673 436,24
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 341 554 183,93</b>	<b>76 204 391,21</b>	<b>1 265 349 792,72</b>	<b>1 302 964 639,17</b>

# Bilan - actif

ACTIF CIRCULANT	2019			2018
<b>Stocks</b>	-	-	-	-
<b>Créances</b>				
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne			-	-
Créances clients et comptes rattachés			-	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	102 067 628,15	3 637 607,21	98 430 020,94	82 300 271,86
Avances et acomptes versés sur commandes	76 536,60		76 536,60	7 557,46
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			-	-
Créances sur les autres débiteurs	8 857 664,94	1 388 029,07	7 469 635,87	9 535 067,26
<b>Charges constatées d'avance</b> (dont primes rbt emprunts)	21 479 226,00		21 479 226,00	20 124 111,00
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)</b>	<b>132 481 055,69</b>	<b>5 025 636,28</b>	<b>127 455 419,41</b>	<b>111 967 007,58</b>
<b>TRESORERIE</b>	<b>2019</b>			<b>2018</b>
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	-	-	-	-
<b>Disponibilités</b>	158 650 994,63		158 650 994,63	65 882 977,07
<b>Autres</b>	292 092,20		292 092,20	8 970 990,84
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>158 943 086,83</b>	<b>-</b>	<b>158 943 086,83</b>	<b>74 853 967,91</b>
<b>Comptes de régularisation</b>	-		-	-
<b>Ecart de conversion Actif</b>	-		-	-
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>1 632 978 326,45</b>	<b>81 230 027,49</b>	<b>1 551 748 298,96</b>	<b>1 489 785 614,66</b>

# Bilan - passif

PASSIF		
FONDS PROPRES	2019	2018
<b>Financements reçus</b>		
Financement de l'actif par l'Etat		
Financement de l'actif par des tiers	17 251,33	18 625,33
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>	1 395 322 503,25	1 384 507 401,58
<b>Report à nouveau</b>	-	- 67 107 167,00
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	64 057 772,03	77 922 268,67
<b>Provisions réglementées</b>		
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 459 397 526,61</b>	<b>1 395 341 128,58</b>
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2019	2018
Provisions pour risques	259 723,00	1 199 362,00
Provisions pour charges	63 397 872,00	64 281 210,00
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>63 657 595,00</b>	<b>65 480 572,00</b>

# Bilan - passif

<b>DETTES FINANCIERES</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-
Dettes financières et autres emprunts	-	-
<b>TOTAL DES DETTES FINANCIERES</b>	-	-
<b>DETTES NON FINANCIERES</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	862 260,10	1 304 135,26
Dettes fiscales et sociales	245 044,38	451 882,01
Avances et acomptes reçus		
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de		
Autres dettes non financières	27 585 872,87	27 207 896,81
Produits constatés d'avance		-
<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES</b>	<b>28 693 177,35</b>	<b>28 963 914,08</b>
<b>TRESORERIE</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Autres éléments de trésorerie passive	-	-
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	-	-
Comptes de régularisation	-	-
Ecarts de conversion Passif	-	-
<b>TOTAL GENERAL PASSIF</b>	<b>1 551 748 298,96</b>	<b>1 489 785 614,66</b>

# Compte de résultat

CHARGES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2019	2018
Achats	-	-
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	6 801 642,58	7 030 191,01
Charges de personnel		
<i>Salaires, traitements et rémunérations diverses</i>	18 918 302,79	20 035 829,18
<i>Charges Sociales</i>	7 504 547,15	7 312 070,67
<i>Intéressement et participation</i>		-
<i>Autres charges de personnel</i>	739 815,84	824 646,69
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables et remises gracieuses)	141 504 509,55	133 723 207,22
<i>dont contribution AFB/ONCFS</i>	106 420 142,00	94 042 062,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 211 106,23	3 885 060,85
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>179 679 924,14</b>	<b>172 811 005,62</b>
CHARGES D'INTERVENTION	2019	2018
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	397 917,00	377 923,00
Transferts aux entreprises	31 296 908,50	34 460 021,36
Transferts aux collectivités	410 389 391,35	473 540 556,20
Transferts autres	43 343 822,58	40 777 838,72
Dotations aux provisions et dépréciations		
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION</b>	<b>485 428 039,43</b>	<b>549 156 339,28</b>
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>	<b>665 107 963,57</b>	<b>721 967 344,90</b>

# Compte de résultat

CHARGES FINANCIERES	2019	2018
Charges d'intérêt	- 1,99	356 114,27
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Pertes de change	-	-
Autres charges financières	-	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	-	-
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>- 1,99</b>	<b>356 114,27</b>
<b>Impôt sur les sociétés</b>	<b>800,00</b>	
<b>RESULTAT DE L'ACTIVITE ( BENEFICE )</b>	<b>64 057 772,03</b>	<b>77 922 268,67</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>665 108 761,58</b>	<b>722 323 459,17</b>

# Compte de résultat

PRODUITS		
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2019	2018
<b>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</b>		
Subventions pour charges de service public		-
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		-
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	-	-
Dons et legs	-	-
Produits de la fiscalité affectée	721 206 711,80	782 849 613,03
<b>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</b>		
Ventes de biens ou prestations de services	473 107,97	346 476,11
Produits de cessions d'éléments d'actif	950 000,00	-
Autres produits de gestion	3 549 381,41	4 751 312,66
Production stockée et immobilisée	-	-
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public		
<b>Autres produits</b>		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	2 984 963,09	12 294 991,61
Reprises du financement rattaché à un actif		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>729 164 164,27</b>	<b>800 242 393,41</b>

# Compte de résultat

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Produits des participations et des prêts		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières		
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Gains de change	-	-
Autres produits financiers	2 369,34	3 334,43
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	-	
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>2 369,34</b>	<b>3 334,43</b>
<i>RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)</i>	-	-
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>729 166 533,61</b>	<b>800 245 727,84</b>

# Evolution de la Situation Patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
		<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>64 333 915,17</b>
Immobilisations incorporelles	1 823 062,61	Financement de l'actif par l'État	0,00
Immobilisations corporelles	665 340,61	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	0,00
Immobilisations en cours	378 483,34	Autres ressources	0,00
Immobilisations financières	110 253 363,00	Remboursement immobilisations financières	146 899 113,32
Prélèvement sur fond de roulement	0,00	Cessions d'immobilisations	950 000,00
Remboursement des dettes financières	0,00	Augmentation des dettes financières	0,00
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>113 120 249,56</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>212 183 028,49</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>99 062 778,93</b>		

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie			
			Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)			<b>99 062 778,93</b>
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)			<b>14 973 660,01</b>
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*			<b>84 089 118,92</b>
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT			<b>262 730 965,17</b>
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			<b>103 787 878,34</b>
<b>Niveau final de la TRESORERIE</b>			<b>158 943 086,83</b>

# Annexe aux comptes de l'exercice 2019

## 1. Préambule

L'agence de l'eau Seine Normandie (AESN) est un établissement public national à caractère administratif (EPA).

Son régime budgétaire et comptable relève des dispositions du décret n° 2013-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, qui a abrogé le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

## 2. Faits caractéristiques et comparabilité des comptes

### 2.1 Faits marquants

Pas de faits marquants sur l'exercice impactant la comparabilité des comptes.

### 2.2 Changements comptables

L'AESN n'a pas connu de changements comptables en 2019.

### 2.3 Correction d'erreurs sur exercices précédents

Néant.

### 2.4 Evènements post-clôture

Néant.

### 3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

#### 3.1 Référentiels comptables

L'établissement est assujéti à l'instruction comptable commune des organismes dépendant de l'Etat.

L'agence est également soumise à la circulaire annuelle de la direction du Budget, des comptes publics et de la fonction publique qui précise un certain nombre de règles budgétaires et comptables applicables aux différentes catégories d'établissements publics.

Les comptes de l'exercice 2019 ont été établis conformément au référentiel comptable applicable et suivant les principes généraux :

- continuité d'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- prudence

Pour ce qui concerne le présent compte financier, l'agence applique en 2019 les sources réglementaires suivantes :

- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 « GBCP » et plus précisément ses articles 54, 175 et 211 ;
- Le recueil des normes comptables des établissements publics et plus précisément les normes 1 « Les états financiers » et 13 « engagements à mentionner dans l'annexe » ;

#### 3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations d'une valeur unitaire hors taxe supérieure au seuil fiscal de 500 euros sont comptabilisées à leur coût d'acquisition TTC, hors charges financières et coûts internes.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation et à compter de la date de mise en service (prorata temporis).

Les durées d'amortissement sont fonction de la date de mise en service :

- Pour les immobilisations acquises antérieurement à 2011, les durées retenues sont fixées par la délibération du Conseil d'administration de l'Agence n° 96/29 du 5 novembre 1996

Nature des immobilisations	Durée d'amortissement retenue
<i>Logiciels</i>	<i>3 ans</i>
<i>Bâtiments de bonne qualité</i>	<i>50 ans</i>
<i>Constructions légères</i>	<i>20 ans</i>
<i>Mobilier</i>	<i>7 ans</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>5 ans</i>
<i>Matériel et logiciels informatiques</i>	<i>3 ans</i>

- Pour les immobilisations acquises postérieurement à 2011, les durées d'amortissement ont été révisées sur les bases suivantes arrêtées par délibération du Conseil d'administration de l'Agence n° 12-05 du 29 mars 2012

Nature des immobilisations	Durée d'amortissement retenue
<i>Logiciels</i>	<i>5 ans</i>
<i>Agencements et aménagements de terrains</i>	<i>15 ans</i>
<i>Bâtiments</i>	<i>30 ans</i>
<i>Installations générales, agencements et aménagements des constructions</i>	<i>20 ans</i>
<i>Constructions sur sol d'autrui (30 ans sauf si la durée de mise à disposition est inférieure)</i>	
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	<i>5 ans</i>
<i>Mobilier</i>	<i>10 ans</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>5 ans</i>
<i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	<i>5 ans</i>

- Les terrains et les œuvres d'art ne sont pas amortis.

Les évolutions 2019 sont les suivantes :

## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

		2018	2019			
Compte	Rubrique	Valeur brute 31/12/2018	Augmentation de l'exercice	Reclassement de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute 31/12/2019
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>46 010 735</b>	<b>1 844 693</b>	<b>0</b>	<b>21 631</b>	<b>47 833 798</b>
201	Frais d'établissement	0	0	0	0	0
203	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
20531	Logiciels acquis/sous-traités	45 318 597	1 702 940	0	21 631	46 999 907
2058	Autres concessions et droits simples	692 138	141 753	0	0	833 891
208	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
237	Avances, acomptes sur immo.incorporelles	0	0	0	0	0
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>64 132 527</b>	<b>1 043 824</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65 176 350</b>
211	Terrains	6 156 000	20 156	0	0	6 176 155
212	Agencements et aménagements de terrain	0	19 888	0	0	19 888
213157	Constructions	34 292 826	0	0	0	34 292 826
213557	Installations aménagements	10 897 847	185 349	0	0	11 083 196
214157	Constructions sur sol d'autrui	6 184 958	0	0	0	6 184 958
214557	Installations aménagements sur sol d'autrui	368 104	27 940	0	0	396 043
215	Installations techniques, matériel, outillage	485 000	58 487	0	0	543 488
216	Collection	130 159	0	0	0	130 159
218	Autres immobilisations corporelles	4 641 267	353 521	0	0	4 994 788
231	Immobilisations corporelles en cours	976 365	378 483	0	0	1 354 848
238	Avances et acomptes sur immo. Corporelles	0	0	0	0	0
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>110 143 262</b>	<b>2 888 517</b>	<b>0</b>	<b>21 631</b>	<b>113 010 148</b>

## TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

		2018	2019			
Compte	Rubrique	Valeur brute 31/12/2018	Dotation de l'exercice	Reclassement de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute 31/12/2019
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>40 304 667</b>	<b>2 072 598</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 377 265</b>
201	Frais d'établissement	0	0	0	0	0
203	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
20531	Logiciels acquis/sous-traités	40 222 963	1 917 661	0	0	42 140 624
2058	Autres concessions et droits simples	81 704	154 938	0	0	236 641
208	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
237	Avances, acomptes sur immo.incorporelles	0	0	0	0	0
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>31 547 392</b>	<b>1 790 550</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33 337 942</b>
211	Terrains	0	0	0	0	0
212	Agencements et aménagements de terrain	0	917	0	0	917
213	Constructions	24 774 170	1 222 716	0	0	25 996 887
214	Constructions sur sol d'autrui	2 487 948	240 902	0	0	2 728 850
215	Installations techniques, matériel, outillage	415 616	37 003	0	0	452 619
216	Collections	0	0	0	0	0
218	Autres immobilisations corporelles	3 869 657	289 012	0	0	4 158 669
231	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
238	Avances et acomptes sur immo. corporelles	0	0	0	0	0
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>71 852 059</b>	<b>3 863 148</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>75 715 207</b>

### 3.3 Immobilisations financières

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
		2018	2019			
Compte	Rubrique	Valeur brute 31/12/2018	Augmentation de l'exercice	Reclassement de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur brute 31/12/2019
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>1 265 189 786</b>	<b>110 253 363</b>	<b>0</b>	<b>146 899 113</b>	<b>1 228 544 036</b>
261	Participations	0	0	0	0	0
267	Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0
271-272	Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0
274	Prêts	1 265 108 981	110 253 363	0	146 881 622	1 228 480 723
275-276	Autres immobilisations financières	80 805	0	0	17 492	63 313
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 265 189 786</b>	<b>110 253 363</b>	<b>0</b>	<b>146 899 113</b>	<b>1 228 544 036</b>

### 3.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

#### 3.4.1 Fait générateur

A compter de l'exercice 2016, de nouvelles dispositions comptables clarifient le principe comptable de rattachement des produits et des charges de l'exercice. Le Conseil de Normalisation des Comptes Publics (CNoCP) et les bureaux réglementaires de la DGFiP ont précisé respectivement dans un nouveau recueil du 6 juillet 2015 et dans une instruction comptable du 1<sup>er</sup> avril 2016 que, faute de disposer d'une évaluation suffisamment fiable des produits à recevoir, **le droit acquis est constaté dès l'émission du titre et rattaché à l'exercice de l'émission, pour les acomptes comme pour le solde.**

L'AESN n'est pas en mesure d'estimer de manière suffisamment fiable les redevances à recevoir dès le 31 décembre.

Au 31 décembre 2019, le solde des créances nettes est de 1 361 M€. A noter que, comme en 2019, les échéances de prêt du mois de janvier 2020 ont été émises par anticipation en décembre 2019 afin de pouvoir envoyer les demandes de remboursement suffisamment en amont aux bénéficiaires des prêts. L'envoi des demandes de paiement déclenche l'écriture de passage de l'actif immobilisé à l'actif circulant. Ce processus modifie l'équilibre entre le haut et le bas de bilan, mais n'a pas d'autre impact sur la situation patrimoniale de l'établissement.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE							
CREANCES	Montant net du bilan	Degré de liquidité de l'actif		DETTES	Montant net du bilan	Degré d'exigibilité du passif	
		Échéances à moins d' 1 an	Échéances à plus d' 1 an			Échéances à moins d' 1 an	Échéances à plus d' 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>				<b>Dettes financières</b>			
Prêts	1 228 544 035,72	142 319 985,78	1 086 224 049,94	Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00	
Autres créances immobilisées	0,00		0,00				
<b>Créances de l'actif circulant</b>				<b>Dettes d'exploitation</b>			
Créances sur les redevables	102 067 628,15	102 067 628,15		Dettes sur achats & prestations de service et comptes rattachés	862 260,10	862 260,10	
Avances et acomptes versés sur commandes	76 536,60	76 536,60		Dettes fiscales et sociales	245 044,38	245 044,38	
Créances diverses	8 857 664,94	8 857 664,94		Autres dettes d'exploitation	27 585 872,87	27 585 872,87	
Charges constatées d'avance	21 479 226,00	21 479 226,00		Produits constatés d'avance	0,00	0,00	
<b>Total</b>	<b>1 361 025 091,41</b>	<b>274 801 041,47</b>	<b>1 086 224 049,94</b>	<b>Total</b>	<b>28 693 177,35</b>	<b>28 693 177,35</b>	<b>0,00</b>

### 3.4.2 Dépréciation

L'évaluation du risque de non recouvrement s'apprécie créance par créance. L'évaluation des dépréciations des créances est révisée au 31 décembre de chaque année.

Les créances font l'objet d'une dépréciation en fonction des taux suivants :

Type de créances à déprécier	Compte	Critère de sélection	Taux
Collectivités, Ets publics et ministères	4111	Créances supérieures à 3 ans	50%
Clients douteux ou litigieux	416	Créances faisant l'objet d'une production de créances suite à une procédure collective	100%
Clients douteux ou litigieux	416	Créances faisant l'objet d'un recours devant le tribunal administratif	50%
Collectivités, Ets publics et ministères	46312 / 46318	Créances supérieures à 3 ans	50%
Immobilisations financières sur prêts	46312 / 46322	Créances sur débiteurs privés dont le recouvrement est compromis (remise à huissier, 2 lettres de relances sans effet, délais non respectés) mais qui ne font pas encore l'objet d'une procédure collective	100%
Immobilisations financières sur prêts	Capitaux restant dus sur prêts 2748	Capitaux restants des prêts sur créances dépréciées à la ligne n°5	100%

Les variations des dépréciations sont les suivantes

<b>TABLEAU DES DEPRECIATIONS</b>					
		<b>2018</b>	<b>2019</b>		
<b>Rubrique</b>		<b>Provisions 31/12/2018</b>	<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>Reprises de l'exercice</b>	<b>Provisions 31/12/2019</b>
<b>DEPRECIATIONS</b>		<b>6 327 475</b>	<b>870 111</b>	<b>1 678 712</b>	<b>5 518 874</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>516 350</b>	<b>0</b>	<b>27 166</b>	<b>489 184</b>
297	Dépréciation des prêts	516 350	0	27 166	489 184
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>		<b>5 811 125</b>	<b>870 111</b>	<b>1 651 546</b>	<b>5 029 690</b>
491	Dépréciation des comptes clients	4 448 274	95 960	906 627	3 637 607
4962	Dépréciation des comptes de débiteurs divers	1 362 851	774 151	744 920	1 392 083
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>6 327 475</b>	<b>870 111</b>	<b>1 678 712</b>	<b>5 518 874</b>

### 3.5 Fonds propres

Les financements de l'actif par des tiers sont rapportés au résultat selon la durée d'amortissement des immobilisations qu'ils ont financées.

### 3.6 Provisions pour risques et charges

<b>TABLEAU DES PROVISIONS</b>					
		<b>2018</b>	<b>2019</b>		
<b>Rubrique</b>		<b>Provisions 31/12/2018</b>	<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>Reprises de l'exercice</b>	<b>Provisions 31/12/2019</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>65 480 572</b>	<b>199 053</b>	<b>2 022 030</b>	<b>63 657 595</b>
151	Provisions pour risques	1 199 362	18 861	958 500	259 723
158	Autres provisions pour charges	64 281 210	180 192	1 063 530	63 397 872
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>65 480 572</b>	<b>199 053</b>	<b>2 022 030</b>	<b>63 657 595</b>

### 3.6.1 Provisions pour risques

A fin 2019, la provision de 1,2 M€ au 31 décembre 2018, destinée à tenir compte des procédures contentieuses a été baissée de 958 k€ en raison de la résolution de la plupart des litiges. En dehors de cette évolution quantitative, l'analyse des jugements intervenus étant conforme à l'évaluation initiale du risque par l'agence, les provisions en cours n'ont pas été réévaluées.

### 3.6.2 Provisions pour charges : engagements pluriannuels pour compte propre

L'engagement des primes pour assainissement collectif est provisionné, ces dernières étant acquises aux bénéficiaires. Aucun « taux de chute » n'est appliqué sur ces engagements, compte tenu des niveaux de paiement légèrement supérieurs aux prévisions observés au cours des dernières années (années d'origine 2010-2016). Ce taux était également de 0 % en 2018. Au cours de l'exercice 2019, ces engagements ont légèrement diminué, ce qui se traduit par une diminution nette des provisions correspondantes, pour 0,9 M€.

### 3.7 Emprunts

L'AESN n'a pas d'emprunt.

### **3.8 Compte de résultat**

#### **3.8.1 Résultat de fonctionnement et d'intervention**

L'établissement ne perçoit pas de subventions.

Le résultat de fonctionnement et d'intervention est de + 64,1 M€

#### **3.8.2 Résultat financier**

L'établissement n'a pas de placements financiers.

Ce résultat est quasi-nul.



#### **3.8.3 Résultat de l'activité**

Il constitue le niveau ultime des différents résultats, le conseil d'administration est amené à se prononcer sur son affectation.

Ce résultat de clôture est excédentaire (+ 64,1 M€)

### 3.9 Tableau de flux de trésorerie

	2019	2018
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>		
<b>Encaissements</b>		
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	724 756 093,21	787 600 925,69
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	475 477,31	349 810,54
<b>Décaissements</b>		
<b>Charges de fonctionnement</b>		
Charges de personnel	27 162 665,78	28 172 546,54
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	148 306 950,14	141 108 917,70
<b>Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre</b>	485 428 039,43	549 156 339,28
<b>Variation du besoin en fond de roulement d'exploitation</b>	15 658 798,17	30 548 495,97
<i>Trésorerie provenant de l'activité</i>	48 675 117,00	38 964 436,74
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>Encaissements</b>		
Cessions d'immobilisations incorporelles		
Cessions d'immobilisations corporelles	950 000,00	0,00
Cession d'immobilisations financières	146 899 113,32	137 314 294,65
Autres opérations		
<b>Décaissements</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 823 062,61	2 237 057,78
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 043 823,95	1 617 480,86
Acquisitions d'immobilisations financières	110 253 363,00	134 431 796,00
Autres opérations		
Variation du besoin en fond de roulement hors exploitation lié aux opérations d'investissement	-685 138,16	-15 532 771,20
<i>Trésorerie provenant des opérations d'investissement (2)</i>	35 414 001,92	14 560 731,21
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
<b>Encaissements</b>		
Nouveaux emprunts	0,00	0,00
<b>Décaissements</b>		
Prélèvement de l'Etat	0,00	67 107 167,00
Remboursement d'emprunts	0,00	13 337 648,67
<i>Trésorerie provenant des opérations de financement (3)</i>	0,00	-80 444 815,67
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE TOTALE (1+2+3)</b>	84 089 118,92	-26 919 647,72
Trésorerie d'ouverture	74 853 967,91	101 773 615,63
Trésorerie de clôture	158 943 086,83	74 853 967,91
<b>Variation de trésorerie</b>	84 089 118,92	-26 919 647,72

### 3.10. Autres informations

#### 3.10.1 Informations relatives au personnel

A la clôture de l'exercice l'effectif temps plein (ETP) de l'établissement était de **379,9** dont 67,1 fonctionnaires en position de détachement. L'effectif ETPT était de **382,05**

Agents	Physiques au 31/12/19	ETP au 31/12/19	Moyenne ETPT 2019
<u>Non titulaires CDI :</u>			
1bis	4	4	4,25
1	113	105,7	108,49
2	95	90,4	93,87
3	76	70,8	73,28
4	21	19,2	19,35
5	1	0,7	0,70
<i>Sous total</i>	<i>310</i>	<i>290,8</i>	<i>299,94</i>
<u>Non titulaires CDD :</u>			
<i>Sous total</i>	<i>22</i>	<i>22</i>	<i>17,85</i>
<u>Titulaires :</u>			
Directeur	1	1	1
A 1bis	9	9	7,92
A 1	14	14	13,23
A 2	22	21,5	19,22
B 3	19	18,8	19,18
B 4	3	2,8	3,72
C 5	0	0	0
<i>Sous total</i>	<i>68</i>	<i>67,1</i>	<i>64,265</i>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>400</b>	<b>379,9</b>	<b>382,05</b>

Sur l'année s'ajoutent également 15 apprentis dont 10 sont toujours présents au 31/12/2019. Ces agents ne sont pas comptabilisés dans le tableau ci-dessus car ils ne rentrent pas dans les plafonds d'emploi.

### 3.10.2 Engagements hors bilan

#### ▪ Engagements donnés

- Les avances sur travaux notifiées mais non encore versées s'élèvent à 51,3 M€ à fin 2019, comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

Année calendaire (date d'effet contractuel initiale)	Nbr dossier	mt avance	Mt certificat paiement	encours avance
2000	1	112 813 €	112 812 €	1 €
2001		55 797 €	55 797 €	0 €
2004	5	18 700 €	14 960 €	3 740 €
2005				
2006		116 000 €	116 000 €	0 €
2007				
2008				
2009				
2010		199 250 €	199 250 €	0 €
2011	42	5 169 663 €	5 115 672 €	53 991 €
2012	136	16 405 259 €	12 487 581 €	3 917 678 €
2013	231	5 292 328 €	3 806 428 €	1 485 900 €
2014	361	10 641 878 €	9 129 931 €	1 511 947 €
2015	718	31 322 611 €	25 391 446 €	5 931 165 €
2016	1276	55 675 912 €	44 517 775 €	11 158 137 €
2017	2202	94 154 432 €	92 839 516 €	1 314 916 €
2018	3088	103 403 023 €	98 830 904 €	4 572 119 €
2019	3901	80 894 493 €	59 580 310 €	21 314 183 €
<b>Somme :</b>	<b>11961</b>	<b>403 462 159 €</b>	<b>352 198 382 €</b>	<b>51 263 777 €</b>

Les subventions sur travaux notifiées mais non encore versées (qui faisaient jusqu'au 31 décembre 2015 l'objet de provisions pour charges) sont désormais des engagements hors bilan et s'élèvent à 951,4 M€ à fin 2019, comme détaillé dans le tableau ci-dessous :

Année calendaire (date d'effet contractuel initiale)	Nbr dossier	Mt subvention total	Mt certificat paiement	encours subvention
2000	1	225 625 €	203 062 €	22 563 €
2001	1	97 568 €	87 712 €	9 856 €
2004	5	100 500 €	41 100 €	59 400 €
2005	2	94 960 €	85 400 €	9 560 €
2006	3	247 300 €	202 720 €	44 580 €
2007	3	1 815 941 €	1 237 732 €	578 209 €
2008	8	19 647 207 €	9 722 314 €	9 924 893 €
2009	8	5 878 223 €	5 256 077 €	622 146 €
2010	21	17 650 313 €	15 386 388 €	2 263 925 €
2011	42	22 904 255 €	20 010 026 €	2 894 229 €
2012	136	47 435 078 €	38 022 214 €	9 412 864 €
2013	231	67 628 963 €	56 456 369 €	11 172 594 €
2014	361	56 393 135 €	43 626 097 €	12 767 038 €
2015	718	112 710 932 €	83 337 117 €	29 373 815 €
2016	1276	232 053 298 €	157 670 389 €	74 382 909 €
2017	2202	340 569 883 €	225 513 361 €	115 056 522 €
2018	3088	485 994 599 €	189 730 085 €	296 264 514 €
2019	3901	485 711 349 €	99 145 456 €	386 565 893 €
<b>Somme :</b>	<b>12007</b>	<b>1 897 159 129 €</b>	<b>945 733 619 €</b>	<b>951 425 510 €</b>

Les engagements de l'AESN au regard des contrats plan Etat-Région sont évalués, au 31/12/2019, à 38,5 M€ pour 2020. Le détail des deux dernières années d'exécution figure dans le tableau ci-dessous:

<b>PERIODE 2015-2020</b>					
<b>Régions (Nouveaux découpages)</b>	<b>Montant prévisionnel Période 2015-2020</b>	<b>Montants AE 2018 exécution</b>	<b>Montants CP 2018 exécution</b>	<b>Montants AE 2019 exécution</b>	<b>Montants CP 2019 exécution</b>
Basse-Normandie	36 180 000	4 468 425	2 412 950	7 037 951	3 832 704
Haute-Normandie	30 240 000	5 401 284	2 916 693	5 545 415	3 019 904
Bourgogne	13 860 000	1 592 852	860 140	3 592 702	1 956 502
Centre	13 400 000	1 606 428	867 471	5 216 857	2 840 979
Champagne-Ardennes	18 360 000	2 941 773	1 588 557	3 857 509	2 100 710
Lorraine	7 200 000	522 575	282 191	340 812	185 598
Ile-de-France	30 240 000	5 752 492	3 106 346	4 287 084	2 334 646
Picardie	24 300 000	2 770 020	1 495 811	3 183 977	1 733 920
<b>Total CPER</b>	<b>173 780 000</b>	<b>25 055 849</b>	<b>13 530 158</b>	<b>33 062 307</b>	<b>18 004 962</b>
Plan Seine	45 340 000	2 732 579	1 475 593	139 800	76 132
Vallée de la Seine	12 000 000	2 210 318	1 193 572	359 227	195 627
<b>Total CPIER</b>	<b>57 340 000</b>	<b>4 942 897</b>	<b>2 669 164</b>	<b>499 027</b>	<b>271 758</b>
<b>Total général</b>	<b>231 120 000</b>	<b>29 998 746</b>	<b>16 199 323</b>	<b>33 561 334</b>	<b>18 276 721</b>

La loi n° 2019-1317 du 28 décembre 2019 de finances pour 2019 ne prévoit plus de prélèvement sur le fond de roulement mais prévoit dans son article 52 l'abaissement du plafond de ressources global pour toutes les agences de l'eau. En cas de dépassement de ce plafond, le surplus sera reversé au budget général de l'Etat. Il n'est pas possible, à ce stade, d'estimer de manière fiable la probabilité d'un dépassement global par les agences de l'eau et le montant qui serait alors à reverser par la seule AESN.

- **Engagements reçus**

Aucun.



**eau  
seine  
NORMANDIE**

## COMPTE FINANCIER

AESN

Exercice 2019

L'Agent Comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Nanterre, le 10 mars 2020

L'Agent Comptable,

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et du montant des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

A Nanterre, le 10 mars 2020

La Directrice Générale,

Adopté sans réserve (1) par le Conseil d'Administration dans la séance le 10 mars 2020

- (1) Mention 'sans réserve' à rayer éventuellement
- En cas de réserves, joindre l'exemplaire du procès-verbal de la délibération du Conseil d'Administration